



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الأغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

# CONFÉRENCE

**Quarante-troisième session**

**Rome, 1<sup>er</sup>-7 juillet 2023**

**Rapport de la septième Conférence régionale informelle pour  
l'Amérique du Nord (États-Unis d'Amérique, 12-14 avril 2022)**

Conférence régionale informelle de la FAO  
pour l'Amérique du Nord

2022

Mardi 12 avril - jeudi 14 avril

Réunion virtuelle

## TABLE DES MATIÈRES

Résumé .....	4
Priorités stratégiques nord-américaines concernant la FAO.....	6
Organisation de la Conférence régionale tenue en 2022.....	7
Adoption de l'ordre du jour .....	7
Compte rendu des débats de la réunion plénière de la Conférence régionale.....	8
Allocution de bienvenue et observations liminaires .....	8
Allocution d'ouverture de la Directrice générale adjointe, Mme Beth Bechdol .....	9
Débats en plénière.....	9
Examen de la suite donnée par la FAO aux recommandations de la sixième Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord .....	9
Présentation de la FAO sur la situation en Ukraine et les perspectives mondiales en matière de sécurité alimentaire .....	10
Stratégie de la FAO en matière de science et d'innovation .....	11
Stratégie de la FAO relative au changement climatique .....	12
Enseignements à tirer de la Covid-19, «Une seule santé» et création de systèmes alimentaires résilients .	15
Résumés et recommandations des séances bilatérales régionales de travail en groupe .....	17
Initiatives connexes de portée mondiale Sommet sur les systèmes alimentaires 2021, Coalitions et COP 27 .....	17
Protéines: faits nouveaux et innovation au service de systèmes alimentaires durables .....	18
Égalité des genres et peuples autochtones .....	19
Le Comité des pêches et les questions relatives à la pêche .....	20
Le Comité des forêts et les questions relatives aux forêts .....	21
Des systèmes alimentaires favorisant une alimentation saine .....	22
Organes chargés de l'établissement de normes.....	24
Stratégie relative à la mobilisation du secteur privé .....	25
Discussion régionale sur «Une seule santé», la peste porcine africaine, la résistance aux antimicrobiens et le Codex.....	27
Pertes et gaspillage de nourriture .....	29
Gouvernance.....	29
Conclusions .....	32

Annexe A – Ordre du jour des séances d’information préalables et de la réunion plénière de la Conférence régionale informelle pour l’Amérique du Nord.....	34
Séances d’information préalables de la Conférence régionale informelle pour l’Amérique du Nord, 6-11 avril 2022 .....	34
Conférence régionale informelle pour l’Amérique du Nord, 12-14 avril 2022 .....	35
Annexe B – Liste des participants .....	37
CANADA .....	37
ÉTATS-UNIS D’AMÉRIQUE.....	39
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L’ALIMENTATION ET L’AGRICULTURE.....	41
Annexe C - Informations générales sur la Conférence régionale .....	43
Annexe D - Résumés des déclarations en plénière et des conclusions .....	44
Allocutions d’ouverture .....	44
Conclusions .....	45

**Rapport de la septième Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord,  
tenue en modalité virtuelle du 12 au 14 avril 2022  
Séances d'information, tenues en modalité virtuelle du 6 au 11 avril 2022**

## **Résumé**

*Profondément inquiète des tendances mondiales de l'insécurité alimentaire, la région Amérique du Nord recommande à la FAO de mettre à profit sa position unique en tant qu'agence chef de file en matière de sécurité alimentaire pour renforcer la coordination et l'action à l'échelle de tout le système des Nations Unies, notamment par le biais de ses avis et de ses recommandations en matière de politiques, de ses fonctions d'établissement de normes scientifiques et de son rôle dans la coopération technique. La région Amérique du Nord recommande également à la FAO de tirer parti de sa position de chef de file pour enrayer l'accélération de la crise alimentaire et les profonds effets sur la faim dans le monde de la guerre non provoquée et injustifiée en Ukraine.*

*La région Amérique du Nord réaffirme son engagement envers une collaboration forte avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ses Membres, et se félicite du dialogue franc et ouvert qui a caractérisé la Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord.*

*La région Amérique du Nord appelle la FAO à continuer d'aspirer à une gestion d'excellence, notamment à encourager des pratiques efficaces de gouvernance, de transparence et de gestion interne, à se concentrer sur la mise en œuvre de stratégies ambitieuses dans le domaine du changement climatique et en matière de science et d'innovation, à tourner son attention vers le redressement après la pandémie et le renforcement de la résilience des systèmes alimentaires, en accordant la priorité à la croissance durable de la productivité, à un commerce ouvert et équitable, à des approches tenant compte des questions de genre et à l'élaboration conjointe d'initiatives avec les peuples autochtones et les communautés vulnérables. La région Amérique du Nord souligne que la valeur ajoutée de la FAO dans la durée est constituée par l'appui, fondé sur la science, que l'Organisation fournit aux activités normatives et aux organismes chargés de l'établissement de normes.*

## *Avant-propos*

1. La région Amérique du Nord est extrêmement sensible aux difficultés auxquelles se heurtent la FAO et à son action visant à contribuer à la sécurité alimentaire dans le monde, à concrétiser les objectifs de développement durable (ODD), en particulier celui d'éliminer la faim (ODD 2), et à assurer la productivité et la durabilité dans les secteurs de l'agriculture, des pêches et des forêts. Les tendances négatives enregistrées dans ces domaines sont exacerbées par les effets croissants du changement climatique; l'impact de la covid-19 sur la production et les prix alimentaires; la baisse de croissance de la productivité mondiale, les conflits et, plus récemment, l'invasion non provoquée et illégale de l'Ukraine. Les attaques russes ont visé des infrastructures agricoles essentielles et le blocus des ports ukrainiens par la Russie a stoppé des expéditions vitales de céréales et d'autres exportations alimentaires.

2. En cette époque de crise croissante, la région Amérique du Nord estime que le monde a besoin d'une FAO qui se fasse courageusement le champion d'efforts fondés sur des éléments factuels permettant d'accroître durablement la productivité mondiale, de renforcer l'inclusion sociale, d'améliorer la durabilité et de permettre à tous les acteurs des systèmes alimentaires – autorités nationales, producteurs, société civile, secteur privé et consommateurs – de collaborer à la quête de solutions à nos problèmes communs.

3. Tous les orateurs de la Conférence régionale informelle ont évoqué le rôle central que l'Amérique du Nord avait joué dans la création de la FAO et dans ses politiques. De hauts fonctionnaires du Canada et des États-Unis ont salué les succès passés, la mise en œuvre des recommandations de la région Amérique du Nord depuis la dernière Conférence régionale informelle, et présenté les perspectives face aux défis imminents de sécurité alimentaire qui sont du ressort de la FAO, notamment le changement climatique et la variabilité du climat, les conflits prolongés, l'efficacité des interventions humanitaires et la création de systèmes agroalimentaires plus résilients et plus inclusifs. Ils ont tous souligné le besoin d'innovation et de technologies agricoles pour accroître la productivité de manière durable, tout en évoquant aussi l'empreinte écologique importante de l'agriculture mondiale. Les orateurs ont dénoncé clairement et sans équivoque la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et ses effets dévastateurs, au niveau mondial, sur la chaîne d'approvisionnement et la sécurité alimentaire. La région Amérique du Nord a demandé à la FAO de faire preuve de diriger les efforts déployés au sein du système des Nations Unies dans le cadre de l'intervention à court, moyen et long terme en Ukraine et au-delà, en accordant la priorité aux mesures permettant d'endiguer les effets de la situation ukrainienne sur les États Membres les plus durement touchés.

# Priorités stratégiques nord-américaines concernant la FAO

4. La région Amérique du Nord a défini des priorités concrètes pour les activités de la FAO pendant l'exercice biennal 2022-2023. Elles sont présentées dans les cinq recommandations stratégiques principales ci-après.

## **1. La situation en Ukraine et son impact sur la sécurité alimentaire mondiale**

Étant donné que la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine aura de profondes répercussions sur la sécurité alimentaire mondiale, la FAO devrait consacrer suffisamment de ressources, d'analyses de données et de recommandations en matière de politiques sur les enjeux liés au genre et au climat, ainsi qu'une attention suffisante à la crise, œuvrer pour que les marchés des aliments et des engrais restent ouverts et transparents et aider les pays les plus touchés à surmonter leurs difficultés en matière de sécurité alimentaire. Les activités de la FAO devraient refléter les décisions adoptées par le Conseil de la FAO et contenues dans le document CL 169//REP, notamment la communication régulière d'informations aux membres concernant leur mise en œuvre, en tant que de besoin.

## **2. La gouvernance**

La FAO devrait être un modèle en tant qu'organisation des Nations Unies efficace, efficiente, compétente, transparente, responsable et soucieuse de la dimension de genre, à l'appui d'un système international encadré par des règles. Elle peut montrer sa détermination à remplir son rôle d'agence spécialisée modèle des Nations Unies en encourageant le consensus entre ses Membres sur un code de conduite robuste relatif aux élections et en acceptant promptement que le Corps commun d'inspection (CCI) réalise dans les meilleurs délais un examen de la gestion et de l'administration.

## **3. Le changement climatique et la résilience**

Étant donné la nécessité urgente d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre des systèmes alimentaires, tout en accroissant leur résilience aux impacts du changement climatique, la FAO devrait accroître son soutien aux Membres en faveur d'une croissance durable de la productivité, de la réduction des émissions, du renforcement du piégeage du carbone dans le secteur agricole et de l'adaptation, au moyen d'une approche ambitieuse, transversale qui comprenne des innovations et s'appuie sur les initiatives internationales pertinentes. Sa stratégie révisée devrait refléter le double rôle de la FAO, qui est d'aider les agriculteurs et les systèmes alimentaires à devenir plus résilients face aux chocs climatiques tout en prônant l'agriculture comme l'une des solutions au changement climatique.

#### **4. La science et l'innovation**

La FAO devrait produire des outils, des avis et des biens publics de premier ordre pour faire face aux menaces actuelles et naissantes. La FAO devrait promouvoir avec la plus grande détermination le rôle essentiel de la science et de l'innovation dans l'avènement de systèmes alimentaires plus durables, plus équitables, plus productifs et plus résilients. Sa nouvelle stratégie devrait décrire le rôle de la FAO dans la promotion de la science et de l'innovation dans les systèmes alimentaires, en soulignant l'interconnexion et la complémentarité de celle-ci avec d'autres stratégies et politiques de l'Organisation, relatives au changement climatique et à la mobilisation du secteur privé.

#### **5. Le commerce agricole**

La FAO devrait approfondir et communiquer de manière volontariste la base des données factuelles illustrant l'importance du commerce aux fins de la résilience et de la durabilité. La FAO devrait poursuivre son assistance technique aux pays, afin qu'ils puissent tirer parti des avantages du commerce, et dans le but de renforcer la sécurité alimentaire mondiale.

### **Organisation de la Conférence régionale tenue en 2022**

5. La septième Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord s'est tenue en mode virtuel en raison de la pandémie de covid-19. La région Amérique du Nord a organisé une série de séances d'information et de consultations préalables avec la FAO du 6 au 8 avril 2022, en vue de la réunion plénière de la Conférence régionale tenue du 12 au 14 avril 2022. On trouvera la liste complète des participants à l'*annexe B*. Des représentants du Canada et des États-Unis d'Amérique, pays qui composent la région Amérique du Nord de la FAO, ainsi que des fonctionnaires du Siège de l'Organisation (Rome), et du Bureau de liaison de la FAO pour l'Amérique du Nord (Washington), ont pris part à la Conférence régionale et aux séances d'information préalables.

### **Adoption de l'ordre du jour**

6. La Conférence régionale a adopté les ordres du jour des séances d'information préalables et de la réunion plénière. Ceux-ci figurent à l'*annexe A*.



# Compte rendu des débats de la réunion plénière de la Conférence régionale

## Allocution de bienvenue et observations liminaires

7. Les intervenants de la région Amérique du Nord ont tous été d'accord pour constater que la guerre non provoquée de la Russie contre l'Ukraine assombrissait encore plus le tableau de la sécurité alimentaire mondiale. La région Amérique du Nord est convenue que la FAO est appelée à jouer un rôle de chef de file dans la riposte du système des Nations Unies, en fournissant des informations exactes et à jour et en encourageant les pays à faire en sorte que les marchés restent ouverts, prévisibles et transparents et évitent de recourir à des mesures restrictives, notamment les interdictions et restrictions à l'exportation. La région Amérique du Nord a demandé à la FAO de mettre en œuvre intégralement les décisions que le Conseil a adoptées à sa cent soixante-neuvième session (CL 169/REP).

8. La région Amérique du Nord a ouvert la Conférence régionale informelle en exprimant sa gratitude à la FAO d'avoir organisé les séances d'information préalables et d'avoir convoqué cette deuxième Conférence régionale en mode virtuel depuis le début de la pandémie de covid-19. La région est convenue que la Conférence, comme d'autres conférences régionales, est une occasion importante pour examiner les priorités de haut niveau en souplesse et avec franchise. Les orateurs de la séance inaugurale, tant américains que canadiens, ont souligné la nécessité urgente de renforcer les activités de résilience et d'adaptation face au climat dans le programme de travail de la FAO, en particulier l'importance de l'agriculture intelligente face au climat pour la réduction des émissions de méthane, de dioxyde de carbone et autres gaz à effet de serre. La région Amérique du Nord a fait ressortir l'importance de soutenir une action collective dans les secteurs de la production alimentaire, en faveur d'un renforcement de la résilience et de la durabilité. Les contributions inestimables de la FAO à la sécurité alimentaire et à la sécurité sanitaire des aliments grâce à l'appui que l'Organisation apporte aux activités d'établissement de normes et aux activités normatives et à ses compétences techniques ont été soulignées. Rappelant l'importance critique du mandat de la FAO et donc la nécessité d'une Organisation efficace, efficiente et transparente, les orateurs ont également souligné que la FAO, dans le cadre de son mandat, est la mieux placée pour abriter les débats sur la science et les innovations nécessaires pour surmonter les défis et fournir des systèmes agroalimentaires résilients pour nourrir l'humanité. (Note: les résumés des interventions figurent à l'annexe 4).

## **Allocution d'ouverture de la Directrice générale adjointe, Mme Beth Bechdol**

9. La Directrice générale adjointe, Mme Beth Bechdol, s'est félicitée de la nature informelle de l'INARC et a noté la participation concomitante de la FAO à d'autres conférences régionales. Mme Bechdol a affirmé que les défis qui assaillent la communauté mondiale aujourd'hui n'étaient pas sans rappeler les lendemains de la deuxième guerre mondiale, période qui avait vu la naissance de la FAO en tant qu'agence spécialisée de la toute nouvelle Organisation des Nations Unies. Elle a signalé que la FAO avait l'intention de «renouveler et de redynamiser» sa collaboration avec la région Amérique du Nord, évoquant sa récente visite à Washington D.C. et un voyage prévu pour bientôt à Ottawa. La Directrice générale adjointe a clairement indiqué que le suivi et la communication d'informations sur la situation humanitaire en Ukraine, en détérioration rapide, occupait une place primordiale dans les activités de la FAO qui continuait en même temps d'accorder toute l'attention voulue à d'autres points névralgiques de la faim comme l'Afghanistan, le Couloir sec d'Amérique centrale, le Yémen et la Corne de l'Afrique. Elle a souligné qu'il fallait consacrer plus de ressources à la résolution des causes profondes de l'insécurité alimentaire et faire en sorte que les interventions humanitaires réservent une place centrale à l'agriculture, aux moyens d'existence agricoles et aux initiatives de renforcement de la résilience. Mme Bechdol a décrit les activités normatives de la FAO, sous la forme d'actions transversales de soutien en matière d'établissement de normes, de fourniture de compétences techniques, de partenariats, d'investissements essentiels et d'efforts en matière de science et d'innovation, recoupant toutes les priorités stratégiques. Elle a conclu en soulignant la collaboration en cours entre les institutions des Nations Unies et l'engagement à mettre en œuvre des actions concrètes.

## **Débats en plénière**

### **Examen de la suite donnée par la FAO aux recommandations de la sixième Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord**

10. La Directrice générale adjointe, Mme Beth Bechdol a passé en revue les actions de la FAO depuis la dernière réunion de la Conférence régionale, notamment la manière dont l'Organisation avait mis en œuvre les recommandations de la région Amérique du Nord (C 2021/LIM/1). La FAO a ouvert un poste de Scientifique en chef, créé un Bureau de l'innovation, mis la dernière main à sa Stratégie en matière de mobilisation du secteur privé et lancé son application, élaboré le projet de Stratégie en matière de science et d'innovation, élaboré un projet de Stratégie révisée relative au changement climatique et a accueilli le Pôle de coordination du Sommet sur les systèmes alimentaires, nouvellement créé. Mme Bechdol a observé que l'invasion russe en Ukraine avait démontré la nécessité de renforcer les systèmes d'information sur les marchés, notamment le Système mondial d'information et d'alerte rapide

(SMIAR) et le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS). Elle a indiqué que la FAO avait accru son soutien financier aux organismes internationaux d'établissement de normes.

#### *Délibérations des représentants de la région Amérique du Nord*

11. La région Amérique du Nord a félicité la FAO, de manière générale, pour les activités menées durant l'exercice biennal écoulé et, plus particulièrement, pour son travail concernant l'intégration de l'analyse de genre, la valorisation des activités normatives, l'adoption par les Membres et la mise en œuvre d'une stratégie en matière de mobilisation du secteur privé mettant l'accent sur des partenariats créatifs et collaboratifs, et la promotion de l'innovation et de la science, en créant notamment la fonction de Scientifique en chef et le Bureau de l'innovation. De nombreux intervenants ont exprimé leur reconnaissance à l'équipe dirigeante de la FAO pour ses interactions approfondies et de nature stratégique avec le Membres, ainsi que les efforts de Mme Bechdol pour donner une nouvelle impulsion aux relations avec le Canada et les États-Unis. La région a loué la FAO pour ses réalisations depuis la dernière réunion de la Conférence régionale, mais a aussi souligné qu'il était possible de faire davantage pour aider les pays à utiliser les technologies novatrices, telles que les biotechnologies. L'encadré 4 donne des informations plus détaillées à ce sujet.

### **Présentation de la FAO sur la situation en Ukraine et les perspectives mondiales en matière de sécurité alimentaire**

12. S'agissant de la guerre qui sévit en Ukraine, la délégation de la FAO a souligné que ce pays joue un rôle clé dans le monde en tant que producteur et exportateur de denrées agricoles de base, et que, sur le plan national, la contribution de l'agriculture à l'emploi et à la croissance économique inclusive est importante. Les auteurs des présentations ont souligné qu'il fallait s'attendre à des répercussions importantes, voire désastreuses, qui exigeaient des interventions de politique générale, notamment à travers le prisme des rôles sexospécifiques dans le contexte de l'agriculture. La délégation de la FAO a souligné que d'autres financements étaient nécessaires pour répondre aux besoins humanitaires en Ukraine, mais que l'Organisation devait s'investir de manière équilibrée compte tenu d'autres crises de sécurité alimentaire sévissant déjà dans le monde avant la guerre en Ukraine, à des niveaux jamais atteints depuis la deuxième guerre mondiale. Un cas d'espèce évoqué par l'équipe de la FAO est la Corne de l'Afrique, où les pluies font défaut pendant la saison humide, pour la quatrième fois d'affilée, laissant place à la sécheresse.

13. L'Économiste en chef de la FAO, Maximo Torero, a présenté l'analyse initiale de la FAO et examiné avec les délégations une série de questions centrées sur certains thèmes choisis. Concernant le niveau record des prix des denrées alimentaires, les participants ont déclaré qu'il faudrait concevoir des politiques propres à contrer le jeu du marché, qui favorise la réduction de

l'offre et le maintien des prix des aliments et des engrais de base à des niveaux élevés. M. Torero a affirmé que les restrictions au libre-échange et à l'exportation accentueraient sans aucun doute la hausse des prix alimentaires et aggraverait la sécurité alimentaire mondiale. Pour ce qui est de combattre et de prévenir les décisions menant à des politiques rétrogrades ou néfastes, il a souligné le rôle important de la FAO qui apporte plus de transparence et d'informations sur les marchés grâce au renforcement du Système d'information sur les marchés agricoles. S'agissant de la finance agricole, M. Torero a souligné que la FAO a l'intention de concevoir et de déployer des solutions de financement en faveur des petites entreprises et des petits exploitants, qui diminuent les risques pour les banques commerciales. Enfin, il a souligné les activités en cours à la FAO pour cartographier les zones en vue d'un dosage optimal du mélange d'azote, de phosphore et de potassium (NPK). D'après M. Torero, le fait d'informer les agriculteurs augmenterait les rendements et l'efficacité des cultures, réduirait les coûts et enclencherait des transformations sociales positives. Il a ajouté que la construction de stations de mélange était relativement peu coûteuse et valait généralement la peine, même à court terme.

## **Stratégie de la FAO en matière de science et d'innovation**

14. La Scientifique en chef de la FAO, Mme Ismahane Elouafi, a présenté le projet de Stratégie en matière de science et d'innovation. Mme Elouafi a insisté sur le fait que la science et l'innovation étaient nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable et seraient liées aux domaines prioritaires du Programme du Cadre stratégique. Elle a fait observer que le but de la Stratégie n'était pas de créer de nouvelles priorités mais d'aider à concrétiser les priorités actuelles. Mme Elouafi a exposé la vision, les buts, les résultats et les piliers stratégiques de la Stratégie et a noté les nombreuses consultations productives menées avec les États Membres.

15. Elle a répondu aux nombreuses questions des États-Unis et du Canada. Sur les obstacles à l'adoption de la Stratégie au sein du Conseil de la FAO, Mme Elouafi a noté que le transfert de technologies, la déontologie et la communication d'informations scientifiques, restaient des questions ouvertes dont les Membres devaient encore discuter et que le Secrétariat de la FAO ferait fonction de facilitateur. En réponse à des questions, Mme Elouafi a reconnu que la FAO manquait de capacités et de ressources internes pour mettre intégralement en œuvre la Stratégie, mais a indiqué que l'Organisation prévoyait d'élaborer un Plan d'action et un Plan de mobilisation de ressources pour renforcer les capacités de mise en œuvre, une fois la Stratégie approuvée.

16. La région Amérique du Nord a signalé qu'elle soutenait fermement l'élaboration d'une Stratégie ambitieuse à l'appui d'une innovation progressive de la technologie adaptée aux spécificités et aux capacités locales, qui décrive les compétences de la FAO sur cette question et ses capacités à rassembler et disséminer des informations, et qui rende les systèmes alimentaires

plus résilients aux crises et aux perturbations.

### *Délibérations des représentants de la région Amérique du Nord*

17. La région Amérique du Nord a souligné:

- a) son soutien à la vision et aux objectifs de la Stratégie en matière de science et de d'innovation, en notant l'importance de la science et de l'innovation pour la création de systèmes alimentaires résilients et durables qui sont en mesure de produire plus avec moins et de réaliser une croissance durable de la productivité;
- b) que la mise en œuvre réussie de la Stratégie aiderait les décideurs et les agriculteurs à accéder à tous les outils disponibles en vue d'instaurer des systèmes alimentaires plus durables, notamment les biotechnologies;
- c) que la Stratégie devrait utiliser chaque fois que possible une terminologie et des concepts négociés et convenus sur le plan international;
- d) que la FAO devrait faire état plus clairement des ressources dont elle a besoin pour une mise en œuvre cohérente de sa Stratégie.

18. La région Amérique du Nord a encouragé la FAO à:

- a) mettre davantage l'accent dans la Stratégie sur la communication des contributions des technologies novatrices à la mise en place de systèmes alimentaires durables et à assurer l'élaboration d'un cadre rigoureux d'obligation redditionnelle;
- b) communiquer efficacement les avantages découlant de la Stratégie sous forme de systèmes réglementaires fondés sur une approche raisonnée en matière de risque et sur la science, pour encadrer les produits de la biotechnologie, et encourager la collaboration afin de contribuer à un environnement règlementaire qui favorise l'innovation;
- c) examiner l'interdépendance et la complémentarité naturelles entre la Stratégie et d'autres politiques et stratégies de la FAO, à savoir le projet révisé de Stratégie relative au changement climatique et la Stratégie en matière de mobilisation du secteur privé (2020) lors du recours à la science, à l'innovation, à la technologie et aux partenariats pour résoudre les défis mondiaux touchant l'alimentation et l'agriculture.

## **Stratégie de la FAO relative au changement climatique**

19. Le Directeur adjoint du Bureau du changement climatique, de la biodiversité et de l'environnement, M. Zitouni Ould-Dada, a présenté la dernière version de la Stratégie de la FAO relative au changement climatique, en soulignant l'interdépendance entre la société humaine et les écosystèmes, telle que détaillée dans le sixième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) intitulé «Impacts, adaptation et

vulnérabilité» (2022), et la nécessité d'un développement résilient face au climat. Il a illustré le contexte de l'évaluation sur les contributions de la FAO à la réalisation de l'ODD 13 (action pour le climat), qui recommandait l'élaboration d'une nouvelle stratégie visant à intensifier les mesures concrètes, à les aligner sur le Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO et à mieux tenir compte des risques climatiques dans tous les domaines d'activités de l'Organisation. Il a observé qu'il importait d'éviter le cloisonnement et que ce document devait être relié à d'autres, notamment la Stratégie en matière de mobilisation du secteur privé et la Stratégie en matière de science et d'innovation. M. Ould-Dada a précisé que la Stratégie devrait être présentée pour examen et approbation au Comité du Programme à sa cent trente-troisième session, en mai 2022, et au Conseil, à sa cent soixante-neuvième session, en juin 2022, et qu'ensuite le Plan d'action serait élaboré en conséquence.

20. Il a répondu aux nombreuses questions des États-Unis et du Canada. Au sujet de l'importance de tirer parti des innovations pour réaliser les objectifs de la Stratégie, il a souligné que les technologies devaient remplir des conditions spécifiques au contexte. Dans ses réponses, la Scientifique en chef de la FAO, a souligné les questions liées au passage à l'échelle, à l'abordabilité et à l'accessibilité. M. Ould-Dada a examiné plusieurs exemples d'innovations essentielles à l'atténuation des effets du changement climatique, notamment la sélection génomique, l'irrigation au goutte-à-goutte et les méthodes de comptabilisation du piégeage du carbone dans l'agriculture. M. Ould-Dada a reconnu que le projet de Stratégie faisait abstraction des effets liés aux migrations et qu'il était important de les y inclure. Il a reconnu également que les biotechnologies avaient la possibilité d'accélérer les progrès vers la durabilité, en notant l'exemple de la revalorisation des déchets, qui contribue à la circularité des systèmes alimentaires.

#### *Délibérations des représentants de la région Amérique du Nord*

21. Les États-Unis et le Canada se sont félicités du projet de Stratégie de la FAO relative au changement climatique et ont appuyé l'idée d'un renforcement de la contribution de la FAO au programme d'action mondial pour le climat, en aidant les pays à transformer leurs systèmes agroalimentaires en vue de la concrétisation des objectifs de développement durable. La Région a souligné le rôle critique de la FAO face à la crise climatique et a déclaré que cette stratégie guiderait l'action de la FAO pendant cette décennie qui était décisive au regard de l'action pour le climat.

22. La précédente Stratégie de la FAO relative au changement climatique (2017-2021) privilégiait l'adaptation. La région Amérique du Nord a souligné que si les systèmes alimentaires et agricoles étaient cruciaux pour un développement résilient, les terres agricoles jouaient aussi un rôle clé dans le régime climatique mondial en tant que sources et réserves potentielles de carbone, mais aussi comme sources d'émissions d'autres gaz à effet de serre puissants. Dans une perspective d'avenir, le Canada et les États-Unis ont affirmé que

l'atténuation était tout aussi importante que l'adaptation et devrait être traitée comme un objectif à part entière de la Stratégie et non comme un avantage subsidiaire de l'adaptation.

23. La région Amérique du Nord s'est inquiétée de ce que l'actuel projet de Stratégie contenait des références aux concepts du changement climatique et autres éléments connexes négociés dans d'autres enceintes et a mis en garde contre l'utilisation de citations hors contexte d'accords ou de portions de documents antérieurs. La Stratégie devrait être axée sur les connaissances technique et la science, en évitant de mentionner des accords ne relevant pas du mandat de la FAO ou de renégocier d'autres accords dans un contexte propre à la FAO. Les références à d'autres accords multilatéraux devraient être fonctionnelles, visant à identifier la manière dont la FAO peut aider les Membres à concrétiser leurs contributions déterminées au niveau national, leurs engagements et leurs plans d'adaptation applicables aux systèmes agroalimentaires.

24. La Stratégie, a souligné la Région, devrait se concentrer sur le double rôle de la FAO, qui est de:

- a) traiter l'agriculture et les systèmes alimentaires comme une partie intégrante de la solution au changement climatique, en mettant l'accent sur l'adaptation, l'atténuation et la réduction des émissions de gaz à effet de serre; et
- b) aider les agriculteurs et les pays à rendre les systèmes agricoles et alimentaires plus résilients face aux chocs climatiques et aux conditions météorologiques extrêmes.

25. La région Amérique du Nord a suggéré des formulations plus précises concernant les émissions de gaz à effet de serre et a demandé à la FAO de reconnaître dans son prochain projet les impacts uniques des systèmes agroalimentaires sur les émissions de méthane (CH<sub>4</sub>) et d'oxyde nitreux (N<sub>2</sub>O), qui sont de puissants gaz à effet de serre. Réduire les émissions de méthane et d'oxyde nitreux des terres agricoles et de la production alimentaire offre une grande possibilité de ralentir le réchauffement planétaire à court terme. Leur réduction devrait être incluse dans l'appui que donne la FAO aux pays en matière de mesures d'atténuation.

26. La région Amérique du Nord a reconnu que, comme indiqué dans le projet de Stratégie, le Plan d'action accompagnant la Stratégie jouera un rôle crucial dans la mise en application de la Stratégie, en assurant sa concrétisation au niveau national et en aidant les pays lors de sa mise en œuvre.

27. La région Amérique du Nord de la FAO s'est déclarée favorable aux éléments suivants de la Stratégie:

- a) L'accent mis sur le programme relatif à l'égalité des genres et la collaboration avec les peuples autochtones (la Région a noté que c'était un élément essentiel de la Stratégie qui devrait être intégré convenablement et en profondeur);

- b) La contribution de la FAO à l'action climatique du secteur privé, à des comportements et préférences durables des consommateurs et à la question des pertes et gaspillages de nourriture; et
  - c) La collaboration de la FAO avec d'autres organisations et l'alignement avec d'autres accords pertinents et organisations compétentes, afin d'éviter les chevauchements d'efforts.
28. La région Amérique du Nord a encouragé la FAO à inscrire dans la Stratégie:
- a) Un examen plus robuste de la manière dont la FAO a l'intention d'intégrer la Stratégie dans ses activités d'urgence;
  - b) La nécessité de traiter des conflits en tant que facteurs déterminants dans l'insécurité alimentaire et la pauvreté, à aborder en même temps que la crise climatique selon qu'il conviendra;
  - c) Le rôle de la télédétection et des plateformes géospatiales, de la sélection végétale et d'autres technologies pertinentes, auxquelles la FAO pourrait faire appel, en partenariat avec les pays, dans le cadre de la Stratégie;
  - d) Une meilleure reconnaissance du rôle joué par les acteurs locaux, au-delà des phases de la production.

## **Enseignements à tirer de la Covid-19, «Une seule santé» et création de systèmes alimentaires résilients**

29. La Directrice de la Division de l'alimentation et de la nutrition, Mme Lynnette Neufeld, a présenté des données montrant les effets négatifs de la pandémie de covid-19 sur les résultats en matière de nutrition. La FAO a prévu, en se fondant sur son indice des prix des produits alimentaires, que la situation empirerait probablement en 2022 et qu'un milliard de personnes supplémentaires ne pourraient se permettre une alimentation saine. Elle a appelé l'attention des participants sur le prochain rapport de la FAO sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022*, qui se concentrera sur la reprogrammation des investissements budgétaires au bénéfice des groupes les plus nécessiteux.

30. Le Directeur du Bureau des urgences et de la résilience, M. Rein Paulsen, a parlé de la situation humanitaire mondiale, en mettant l'accent sur les activités d'intervention immédiate de la FAO en Ukraine, sous forme de transferts d'espèces aux ménages les plus vulnérables, de protection du bétail et de fournitures de semences pour garantir dans la mesure du possible les semis et la récolte durant la prochaine campagne, en dépit de la violence ambiante et des opérations militaires. Il a annoncé que dans l'édition à paraître du rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, la courbe de l'insécurité alimentaire afficherait une hausse sensible pour l'année écoulée. En 2022, l'effectif visé par l'assistance de la FAO serait de 50 millions de personnes, contre 30 millions l'année précédente. M. Paulsen a



salué le ferme soutien dont le Canada et les États-Unis ont toujours fait bénéficier la FAO face aux situations d'urgence. Il a préconisé l'expansion des régimes de protection sociale et souligné que les résultats en matière de résilience étaient les plus probants lorsque la protection sociale faisait partie intégrante de l'intervention humanitaire.

31. La Directrice de la Division des partenariats, Mme Marcela Villarreal, a examiné la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome. Elle a souligné l'importance de la collaboration entre les organisations qui permet à la FAO, au PAM et au FIDA de tirer parti de leurs atouts, de parler d'une seule voix et de mettre en œuvre des programmes conjoints pour une collaboration accrue. Mme Villarreal a noté que les organisations entretenaient une collaboration importante au niveau des pays. En réponse aux questions posées, elle a suggéré que la concurrence entre les organisations pourrait être évitée si les donateurs concevaient délibérément leur appui de manière à encourager la collaboration.

32. Le Directeur de la Division marchés et commerce, M. Boubaker Ben Belhassen, a présenté les activités de la FAO sur le commerce. Il a observé que les échanges commerciaux étaient confrontés à une myriade de défis, notamment la covid-19, la hausse des prix des transports et des intrants, la variabilité du climat et la guerre en Ukraine. Les activités de la FAO ont visé entre autres le renforcement des renseignements sur les marchés et des systèmes d'alerte rapide, en particulier le Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR) et le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), l'accroissement des capacités pour que les pays puissent réaliser les avantages du commerce, la promotion d'une meilleure intégration des marchés, le soutien à la coopération en matière de réglementation sur les mesures de facilitation du commerce et l'adoption de solutions numériques. M. Ben Belhassen a aussi mentionné les activités de la FAO à l'appui des processus d'intégration régionale.

#### *Délibérations des représentants de la région Amérique du Nord*

33. La région Amérique du Nord a souligné que le Programme FAO d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19 était important pour instaurer des systèmes alimentaires plus résilients, et noté les contributions financières du Canada (22,4 millions de CAD) et des États-Unis (10 millions d'USD). Les deux pays se sont félicités de voir que les efforts de la FAO portaient aussi sur l'analyse et le traitement des sexospécificités relatives aux impacts de la covid-19 dans un grand nombre de pays et de régions.

34. La région a encouragé la FAO à approfondir la connaissance et la communication des impacts différenciés de la covid-19 et des conflits sur les femmes, les peuples autochtones et les groupes vulnérables.

35. La région Amérique du Nord s'est félicitée des efforts déployés par les organismes ayant leur siège à Rome pour renforcer la collaboration aux niveaux mondial, régional et national et a observé qu'au moment où la FAO étendait ses activités dans les situations d'urgence, il convenait d'investir des efforts considérables dans les questions de coordination avec le PAM, afin de définir clairement les avantages comparatifs de chaque organisation, les limites de leurs mandats respectifs et la répartition des tâches pour les activités de redressement et de renforcement de la résilience – ainsi que dans certains contextes d'urgence.

36. La Région a encouragé la FAO à jouer un rôle plus prédominant dans la fourniture d'informations aux Membres concernant les impacts des mesures commerciales, au moyen d'orientations générales fondées sur des données concrètes, et a suggéré que la FAO renforce son travail d'analyse sur les leçons à tirer des crises alimentaires passées et présentes.

## **Résumés et recommandations des séances bilatérales régionales de travail en groupe**

### **Initiatives connexes de portée mondiale Sommet sur les systèmes alimentaires 2021, Coalitions et COP 27**

37. La région Amérique du Nord a appuyé les importantes contributions du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires au dialogue mondial sur l'alimentation et l'agriculture. Le Canada et les États-Unis ont invité la FAO à construire des ponts et à tirer parti des synergies entre et avec les différentes coalitions, initiatives et organisations existantes, afin de réduire les chevauchements d'efforts au sein de l'architecture mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. En outre, la région a reconnu que la durabilité et la résilience ne devaient pas être perdues de vue, même dans un contexte de hausse des prix alimentaires élevés et de demande croissante.

38. La région Amérique du Nord a invité la FAO à gérer le nouveau Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de manière transparente et en consultation avec les Membres. Les activités du Pôle de coordination visant à mettre en relations les coordonnateurs des voies nationales et les coalitions devraient être impartiales. Notant qu'une croissance durable de la productivité figurait parmi les cinq thèmes d'action principaux recensés dans les voies nationales, la région a déclaré que la FAO devrait accorder une priorité plus élevée à cette problématique dans ses axes et son programme de travail, et encourager le Pôle de coordination à valoriser auprès des coordonnateurs des voies nationales le rôle de la Coalition pour une croissance durable de la productivité, et autres coalitions œuvrant sur des thèmes clés. Par ailleurs, reconnaissant le nombre et l'hétérogénéité des coalitions, la région a demandé à la FAO d'encourager le Pôle de coordination à maintenir à jour le site web sur les coalitions, afin de faciliter la collaboration entre celles-ci et avec d'autres initiatives mondiales sur l'alimentation et l'agriculture.

39. Les délégations ont noté l'importance de l'engagement et de l'appui concrets de la FAO à l'égard de la Coalition Faim zéro et de la Coalition pour une croissance durable de la productivité. La région Amérique du Nord a estimé que ces deux coalitions étaient cruciales pour le mandat de la FAO et a noté qu'elles bénéficiaient d'un appui important dans les voies nationales de nombreux États Membres. Les délégués ont demandé à la FAO d'accorder un soutien prioritaire à ces coalitions, ainsi qu'à la Coalition «La nourriture n'est jamais gaspillée» et à l'Initiative «Mission d'innovation agronomique en faveur du climat» (AIM4C). La région Amérique du Nord s'est félicitée que la FAO soit coresponsable de l'un des groupes de travail sur les politiques nationales en faveur de systèmes alimentaires tenant compte des enjeux liés au genre, avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), dans le contexte d'une coalition en faveur de l'égalité des genres.

40. S'agissant de la vingt-septième session de la Conférence des Parties (COP 27) à la Convention-cadre sur les changements climatiques, l'Amérique du Nord s'est félicitée de l'aide que la FAO apporte aux pays au sein du Groupe de travail conjoint de Koronivia sur l'agriculture et de ses efforts de mobilisation de financements pour le climat. Les délégués ont également demandé à la FAO de soutenir une meilleure intégration des questions relevant de l'agriculture et des systèmes alimentaires dans toutes les manifestations de la COP 27, en incluant éventuellement une «journée de l'alimentation», ou par l'intermédiaire de manifestations prévues en marge de la Conférence, comme celles tenues avec les coalitions du Sommet sur les systèmes alimentaires, consacrées à la croissance durable de la productivité et à la Faim zéro.

## **Protéines: faits nouveaux et innovation au service de systèmes alimentaires durables**

41. La région Amérique du Nord s'est déclarée consciente du problème persistant des carences protéiques, qui restent un facteur déterminant de la malnutrition dans les régions où la consommation de protéines de qualité est notoirement insuffisante, touchant les enfants et les femmes de manière disproportionnée, en raison de ses effets sur la santé et les moyens d'existence.

42. La Région a estimé que la résilience des systèmes alimentaires et l'adoption de mesures d'anticipation volontaristes jouaient un rôle crucial si l'on voulait répondre aux besoins en protéines et qu'il n'existait pas de panacée pour réaliser le Programme à l'horizon 2030 et mettre en place des systèmes alimentaires durables.

43. Dans ce contexte, la Région a demandé à la FAO de mobiliser le Comité de l'agriculture, notamment le nouveau Sous-Comité de l'élevage et d'autres organes compétents de la FAO pour aider les Membres à satisfaire les besoins de leur population en protéines de qualité, tout en reconnaissant l'importance d'une croissance durable de la productivité. Le Canada et les États-

Unis ont dit que ce soutien devrait être apporté sous la forme de données, de conseils et d'analyses adaptées au contexte, qui reconnaissent les liens entre toutes les sources de protéines et leurs contributions essentielles à la réalisation de systèmes alimentaires plus durables et à une consommation adéquate de protéines, surtout chez les femmes, les enfants et les personnes en situation de vulnérabilité. Ces conseils devraient inclure des informations pertinentes sur la qualité, l'accès, l'abordabilité et la disponibilité afin de progresser dans la réduction des carences protéiques.

## **Égalité des genres et peuples autochtones**

44. La région Amérique du Nord s'est déclarée satisfaite de la Politique de la FAO sur l'égalité des genres (2020-2030), de l'intégration de langage tenant compte de la dimension de genre dans les politiques et les stratégies de l'Organisation, et de l'accent mis sur la promotion de l'égalité des genres et de l'inclusion dans le secteur agricole. La Région a encouragé la poursuite des activités tendant à une utilisation accrue de termes inclusifs traduisant toute la diversité des individus et des communautés. Elle a reconnu la contribution de la FAO à la production d'éléments concrets sur les lacunes en matière d'égalité des genres dans l'agriculture et la sécurité alimentaire et encouragé l'Organisation à continuer de collecter et de ventiler les données pour démontrer la manière dont la FAO pourrait appuyer l'autonomisation des femmes dans toute leur diversité, les peuples autochtones, les jeunes, les personnes de couleur, et les personnes atteintes d'un handicap, notamment à travers l'examen des obstacles à l'égalité dans la programmation nationale. Il convient de noter que la FAO pourrait fournir plus de conseils sur la manière de mesurer les soins non rémunérés que les femmes fournissent en plus de leurs occupations d'agricultrices. La région s'est félicitée des informations communiquées au sujet de la mise en œuvre du Plan d'action de la FAO sur l'égalité des genres, en rapport avec les domaines prioritaires du programme, les cibles et les indicateurs du Cadre stratégique (2022-2031), notamment un plus grand alignement de la Politique de la FAO sur l'égalité des genres avec le Cadre stratégique.

45. La Région a encouragé la FAO à accorder plus d'attention à une inclusion significative des femmes, des peuples autochtones et des individus et communautés en situation de vulnérabilité dans les approches de lutte contre le changement climatique et les programmes d'intervention contre les risques de catastrophes, notant que les effets du changement climatique sur ces groupes sont disproportionnés et comprenant que généralement les menaces qui pèsent sur les moyens d'existence, les modes de vie, et les connexions culturelles avec l'environnement touchent au premier chef ces groupes, alors qu'ils possèdent souvent une vaste expérience en matière de gestion responsable de l'environnement.

46. Dans le domaine de la science et l'innovation, l'Amérique du Nord a invité instamment la FAO à s'occuper en priorité de la dissémination de la science, de l'innovation et de la technologie auprès des femmes, des peuples autochtones et des groupes marginalisés tout en

intégrant les connaissances autochtones, en particulier contre la dégradation environnementale, les questions d'utilisation des terres et de l'eau, la production végétale, la gestion de l'élevage et la prévention des maladies. Les participants ont suggéré à la FAO d'explorer la manière dont l'approche «Une seule santé» pourrait être liée aux débats sur la résistance aux antimicrobiens, la perte de biodiversité et la prévention des zoonoses, puisque les menaces interconnectées à la santé humaine et à la santé animale peuvent avoir de profondes répercussions sur les revenus, les moyens d'existence et le bien-être, surtout pour les femmes et les peuples autochtones.

47. La région Amérique du Nord a suggéré à la FAO d'envisager explicitement des moyens qui permettraient une inclusion plus significative des femmes, des peuples autochtones, des individus et des communautés en situation de vulnérabilité ainsi que les organisations de la société, notamment celles qui défendent les droits des femmes, dans l'élaboration conjointe de stratégies, de propositions, de politiques et de programmes et leur participation à la prise de décision.

### **Le Comité des pêches et les questions relatives à la pêche**

48. La région Amérique du Nord a noté que la gestion et la gouvernance de la pêche étaient largement fondées sur une délimitation géographique prédéfinie, et statique, de la répartition des stocks de poissons. L'évolution des systèmes marins et aquatiques sous les effets du climat – réchauffement, pollution et acidification des océans, par exemple – provoquent des modifications de l'habitat, des parcours migratoires, de la productivité et de la résilience des stocks de poissons. La région a déclaré que les approches en matière de gestion des pêches, souvent fondées sur le *statu quo*, devaient au contraire s'adapter à l'intensification des défis mondiaux que sont la promotion de la résilience sociale et écologique, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'appui au travail décent et la réduction de l'empreinte écologique des systèmes agroalimentaires.

49. La région a suggéré à la FAO d'agir en tant qu'organisme coordinateur du lien climat-pêches, en particulier autour du programme de travail lié à l'adaptation et à l'atténuation, mais aussi du point de vue technique. Étant donné les vastes compétences techniques de l'Organisation au niveau mondial, il est apparu au Canada et aux États-Unis que la FAO pouvait et devait accentuer son rôle de chef de file dans ce domaine.

50. La région Amérique du Nord a observé que de récents travaux laissaient entrevoir dans le domaine des pêches et de l'aquaculture de nouvelles possibilités – grâce aux aliments bleus/aquatiques – de lutter contre les principales carences alimentaires et nutritionnelles et, surtout, de réduire l'émaciation et les problèmes de développement cognitif chez l'enfant dans les pays en développement. Reconnaisant la contribution des aliments aquatiques à la nutrition et à la sécurité alimentaire mondiales ainsi qu'aux efforts d'atténuation et d'adaptation face au changement climatique, la Région a demandé à la FAO d'être plus affirmative dans son plaidoyer sur le rôle que peuvent jouer les pêches et l'aquaculture dans l'alimentation et la nutrition mondiales, et de fournir une assistance technique pour promouvoir une production durable et

résiliente d'aliments aquatiques.

51. Les États-Unis et le Canada ont noté les récents changements de gouvernance à la FAO, notamment la suppression d'un poste de Sous-Directeur général, et signalé que ce faisant, la FAO mettait peut-être en retrait son rôle dans le secteur des pêches et de l'aquaculture. Reconnaisant l'importance des pêches et de l'aquaculture pour la sécurité alimentaire et la nutrition mondiales ainsi que des efforts d'atténuation et d'adaptation face au changement climatique, la région a déclaré que la FAO devait jouer plus efficacement son rôle de chef de file et veiller à ce que les thèmes liés aux océans, aux pêches, à l'aquaculture et aux aliments aquatiques soient pris en compte comme il convenait dans toutes les enceintes internationales compétentes, notamment par une meilleure communication des progrès accomplis par les Membres dans leurs axes de travail. Le Canada et les États-Unis ont invité instamment la FAO à veiller à ce que sa dotation en personnel soit adéquate pour mettre en œuvre efficacement les décisions et initiatives provenant du Comité des pêches et de ses sous-comités.

52. Enfin, la région Amérique du Nord s'est félicitée du regain d'attention dont bénéficient les pêches et l'aquaculture sur le plan technique au niveau mondial, mais a mis la FAO en garde contre l'introduction de déclarations ou de résultats non négociés, sous forme de références, dans des produits du système des Nations Unies, préférant que la FAO présente des concepts aux Membres lors de leurs délibérations au sein des organes techniques de la FAO.

## **Le Comité des forêts et les questions relatives aux forêts**

53. La région Amérique du Nord a reconnu que parvenir à des émissions nettes de gaz à effet de serre nulles à l'échelle mondiale d'ici à la moitié du siècle, et assurer le succès de bon nombre des ODD, dépendrait en partie de la possibilité de disposer de forêts plus saines et plus productives. En même temps, la région a noté le défi qui consiste à nourrir une population mondiale en croissance.

54. L'agriculture étant le plus grand facteur responsable de la déforestation dans le monde, le Canada et les États-Unis ont demandé à la FAO de poursuivre et d'intensifier ses activités sur la collaboration intersectorielle et entre les comités techniques de l'Organisation. Une approche intersectorielle des forêts et de la sécurité alimentaire est cruciale pour augmenter la valeur perçue des forêts, stopper la déforestation et parvenir à des émissions nettes de gaz à effet de serre nulles.

55. La région Amérique du Nord a également souligné que les questions ci-après suscitaient une préoccupation et un intérêt communs et a demandé qu'il soit prévu de les aborder à la prochaine session du Comité des forêts (la vingt-sixième):

- a) feux d'espaces naturels;

- b) données forestières et rapports (notamment données améliorées relatives à l'emploi forestier);
- c) forêts urbaines;
- d) changement climatique et conservation de la biodiversité;
- e) genre et diversité;
- f) utilisation durable des produits forestiers;
- g) remise en état des forêts et boisement.

56. La Région a pris note d'un intérêt croissant au sein de la communauté internationale pour les chaînes de valeur de produits de base agricoles obtenus sans contribuer au déboisement et estime que c'est un domaine dans lequel la FAO est éminemment bien placée pour encourager le dialogue intersectoriel et contribuer à la recherche de solutions pragmatiques sans chevauchements d'efforts et en collaboration avec le Partenariat de collaboration sur les forêts.

### **Des systèmes alimentaires favorisant une alimentation saine**

57. La région Amérique du Nord a souligné que les systèmes alimentaires n'étaient pas performants sur le plan de la nutrition et qu'il fallait faire davantage pour lutter contre les obstacles qui entravent l'accès à une alimentation saine, abordable, et adéquate du point de vue nutritionnel, particulièrement pour les femmes et les enfants. Le Canada et les États-Unis ont observé que les inégalités fondées sur les sexes sont à la fois la cause et l'effet de systèmes alimentaires non durables, de la malnutrition et d'inégalités dans l'accès aux aliments, leur consommation et leur production. La région a souligné qu'il fallait investir davantage dans les systèmes alimentaires pour soutenir l'autonomisation des femmes en tant qu'«agripreneuses» et renforcer la prise de décisions des femmes pour leur permettre d'accéder aux ressources productives et d'exercer un contrôle sur les revenus. La région a noté les crises actuelles liées à la guerre russe en Ukraine, qui s'ajoutent aux effets de la pandémie mondiale, d'autres conflits et du changement climatique, a souligné la nécessité de disposer de données à jour, fiables, ventilées par sexe et par âge, susceptibles de contribuer à une prise de décisions en connaissance de cause et à l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles. Le Canada et les États-Unis ont pris acte de la pénurie de données sur la nutrition dont on aurait besoin pour mesurer les conséquences de ces crises sur les résultats nutritionnels, entre autres les données sur la malnutrition, la qualité des régimes alimentaires et leur coût.

58. La région a encouragé la FAO à mettre en œuvre son Cadre stratégique (2022-2031) et, sur cette base, à conseiller les pays sur les mesures à prendre pour mettre en place des politiques sur les systèmes alimentaires qui puissent nourrir les populations, particulièrement les groupes les plus nécessiteux, comme les femmes et les filles, dans toute leur diversité.

59. La région a estimé que la FAO devrait faire de l'enrichissement et du bioenrichissement des aliments à grande échelle des mesures essentielles pour les systèmes alimentaires et promouvoir des investissements accrus et une plus grande intégration de la sécurité alimentaire, notamment de la sécurité sanitaire des aliments et de la nutrition, dans les stratégies de développement de l'agriculture.

60. Le Canada et les États-Unis ont invité instamment la FAO à conseiller aux ministres de l'agriculture d'accorder une place plus centrale à la nutrition et à l'amélioration des régimes alimentaires dans la transformation des systèmes alimentaires.

61. La région a déclaré que la FAO devrait aider les pays à donner la priorité à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes, ainsi qu'à la protection des droits des femmes et des filles, dans toute leur diversité, dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition, en encourageant notamment les hommes et les garçons à collaborer activement à la promotion de la nutrition en tant que responsabilité conjointe au sein du ménage.

62. La FAO pourrait œuvrer en faveur d'une plus grande diversité et d'une plus grande inclusion dans ses stratégies et ses programmes pour répondre aux besoins des femmes autochtones et marginalisées, des personnes LGBTQ2+ et des personnes handicapées, notamment leur participation significative à la prise de décision dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

63. La région a soutenu les efforts de la FAO visant à étendre le suivi du «coût de l'alimentation» au-delà des denrées de base pour inclure d'autres aliments riches en nutriments, tels que les fruits, les légumes, les légumes secs et les produits d'origine animale.

64. Le Canada et les États-Unis ont demandé à la FAO de continuer à promouvoir la collecte de données et à fournir une assistance technique pour la conception et l'exécution de celle-ci, en particulier pour mesurer les aspects quantitatifs et qualitatifs des régimes alimentaires de certains groupes cibles, notamment les femmes enceintes et les enfants durant les 1 000 premiers jours de la vie.

65. La région Amérique du Nord a également demandé à la FAO de mettre à profit son rôle d'hôte du Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en vue de veiller à ce que ces coalitions aident les pays à favoriser une approche fondée sur les systèmes alimentaires pour une meilleure alimentation.



## **Organes chargés de l'établissement de normes**

66. Le Codex et la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) sont des priorités absolues pour le Canada et les États-Unis. La région a remercié les secrétariats du Codex et de la CIPV du travail et des efforts qu'ils ont dû fournir pour s'adapter à un environnement virtuel durant ces deux dernières années.

67. Reconnaissant que la FAO et les pays avaient besoin d'innover et de s'adapter à des approches différentes et plus souples, la région Amérique du Nord a déclaré attendre avec intérêt la reprise des réunions en présentiel des organisations chargées de l'établissement de normes, car les réunions virtuelles abrégées ne pouvaient remplacer les échanges stimulants et les débats enrichissants tenus en face à face.

68. Comme indiqué dans les réunions précédentes de la Conférence, la région a noté que la FAO apportait plus de valeur ajoutée quand elle s'acquittait de fonctions essentielles relevant de son mandat de base, à savoir appuyer les activités d'établissement de normes, effectuer des analyses impartiales fondées sur des données factuelles et servir d'agrégateur de connaissances. Le Canada et les États-Unis ont encouragé la FAO à veiller à ce que les secrétariats du Codex et de la CIPV continuent de disposer des ressources nécessaires pour répondre aux besoins du programme et soutenir des activités d'établissement de normes, ainsi que d'une direction et d'une administration solides pour suivre les principes fondateurs du Codex Alimentarius et de la CIPV.

69. La région Amérique du Nord a reconnu qu'il était crucial de disposer d'avis scientifiques en temps voulu pour le travail d'élaboration des normes du Codex et pour assurer la durabilité des financements relatifs à la fourniture d'avis scientifiques. Pour que la fourniture d'avis scientifiques aux comités du Codex réponde aux besoins des Membres, le Canada et les États-Unis ont réitéré qu'ils étaient favorables à la recherche d'une solution qui, dans l'immédiat et à plus long terme, permette un financement adéquat et prévisible du programme d'avis scientifiques de la part des deux organisations parentes.

70. Malgré des financements accrus fournis par la FAO au Programme conjoint FAO/OMS relatif aux avis scientifiques en matière de sécurité sanitaire des aliments, destinés à rattraper le retard des travaux dans ce domaine (CL 163/REP), la Région a souligné que l'adéquation des financements et des capacités techniques aux besoins en matière d'avis scientifiques, indispensables à l'établissement de normes fondées sur des éléments scientifiques, est une question préoccupante. La Région s'est déclarée favorable au réexamen des recommandations émanant du Groupe de travail à composition non limitée sur le financement du Programme FAO/OMS du Programme relatif à la fourniture d'avis scientifiques, qui dépend du Comité de l'agriculture de la FAO, au sujet de l'augmentation des financements durables. Le Canada et les États-Unis ont proposé de rouvrir le débat sur la question des mécanismes efficaces au sein de la FAO pour que des acteurs non étatiques puissent contribuer financièrement ou sous d'autres

formes à la fourniture d'avis scientifiques.

71. La région a reconnu que la mesure dans laquelle le Programme conjoint FAO/OMS relatif à la fourniture d'avis scientifiques pouvait formuler des recommandations en matière de sécurité sanitaire des aliments dépendait aussi de la possibilité de compter durablement sur un réservoir d'experts. L'OMS et la FAO dirigeaient des initiatives pour recruter et former de nouveaux experts dans le domaine des évaluations de résidus de pesticides. De l'avis du Canada, il fallait examiner non seulement les options en matière de financement mais aussi la durabilité des compétences scientifiques. Il est crucial de former dès aujourd'hui la prochaine génération d'experts, si l'on veut faire face aux contraintes de ressources et œuvrer vers un Programme d'avis scientifiques durable, doté de ressources suffisantes pour répondre à une demande accrue.

72. La région Amérique du Nord a remercié la FAO de la transparence du processus de recrutement à l'occasion du remplacement du Secrétaire de la CIPV. Avec l'entrée en fonction de son nouveau Secrétaire, M. Osama El-Lissy, la position de la CIPV était solide. Le Canada et les États-Unis ont déclaré se réjouir à l'idée de travailler avec toutes les parties contractantes de la CIPV pour faire progresser les objectifs stratégiques de la CIPV sous la direction de M. El-Lissy.

73. La région a reconnu que la dotation en personnel et les capacités continuaient d'être une préoccupation majeure face à l'intensification des demandes adressées au Secrétariat de la CIPV et aux attentes des pays, qui appelaient la CIPV à fournir davantage de services phytosanitaires. La région Amérique du Nord a encouragé la FAO à soutenir l'arrivée de M. El-Lissy par les mesures suivantes:

- a. lui donner le temps de visiter les Membres et de faire le point et l'analyse de leurs opinions sur les activités et procédures futures nécessitant son attention en tant que Secrétaire nouvellement désigné;
- b. confirmer la ligne hiérarchique entre le nouveau Secrétaire et le Sous-Directeur général pour que la CIPV maintienne son statut semi-autonome et son rôle important dans la structure générale de la FAO;
- c. permettre au nouveau Secrétaire d'évaluer et de présenter un nouveau plan stratégique concernant la dotation en personnel et les procédures de recrutement futures, notamment de nouvelles approches pour étendre, garder et prolonger le mandat des fonctionnaires ayant des contrats à court terme, surtout les plus méritants; enfin
- d. aider le nouveau Secrétaire à contacter des parties prenantes extérieures afin d'explorer des possibilités de partenariat pouvant faire converger de nouvelles ressources vers la CIPV.

## **Stratégie relative à la mobilisation du secteur privé**

74. Le Directeur de la Division de la mobilisation de ressources et des partenariats avec le secteur privé, M. Alex Jones, a illustré aux participants l'approche de la FAO en matière de mobilisation du secteur privé. Depuis la mise en œuvre de la Stratégie FAO de mobilisation du

secteur privé, ce n'est plus «l'aversion pour les risques» mais «la conscience des risques» qui caractérise l'approche de l'Organisation dans sa collaboration avec le secteur privé, a-t-il précisé. À l'heure actuelle, la FAO a 43 accords officiels et intensifie sa collaboration avec des associations du secteur privé, dont la capillarité donne la possibilité de toucher des secteurs entiers. M. Jones a noté que la FAO appliquait les critères de la Stratégie pour choisir ses nouveaux partenaires, notamment celui d'éviter tout avantage apparent et injuste, les abus d'influence, ou les risques liés à la propriété intellectuelle.

75. La région Amérique du Nord a déclaré que la mise en application, en cours, de la Stratégie FAO en matière de mobilisation du secteur privé était encourageante et que la FAO devrait s'efforcer d'augmenter le nombre des organisations partenaires, en particulier dans les régions sous-représentées, et accorder la priorité à la sensibilisation des petites et moyennes entreprises. La région Amérique du Nord a soutenu les efforts incessants de la FAO pour promouvoir et documenter les avantages du commerce, entre autres dans le domaine des systèmes alimentaires durables, de la sécurité alimentaire, du changement climatique et du développement durable et a encouragé la FAO à poursuivre l'assistance technique axée sur le renforcement des capacités, des cadres et des systèmes en matière de commerce et de concrétiser les avantages du développement durable qui y sont associés. La région Amérique du Nord a demandé que les résultats soient régulièrement communiqués aux Membres.

76. La région a déclaré que la FAO devrait continuer à rechercher des collaborations avec des parties prenantes afin de mobiliser les connaissances et les compétences du secteur privé dans la conception et la mise en œuvre de nouvelles technologies et d'outils novateurs tels que les biotechnologies, qui ont un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs de développement durable, tout en garantissant l'impartialité de la FAO.

77. La région Amérique du Nord a réitéré ses encouragements à la FAO pour que celle-ci multiplie ses contacts auprès des petites et moyennes entreprises, et diversifie sa collaboration dans les régions de la FAO qui sont sous-représentées dans ce domaine.

78. La région a estimé qu'il convenait que la FAO examine et prenne des dispositions pour préciser les modalités de collaboration du secteur privé avec les Membres dans le cadre de réunions et d'initiatives formelles de l'Organisation.

79. Grâce à la Stratégie de mobilisation du secteur privé, la région a estimé que la FAO avait une occasion de tirer pleinement parti des avantages de la technologie dans le secteur agricole. Le Canada et les États-Unis ont réitéré le rôle central de la science, de l'innovation et des applications technologiques dans ce domaine.

80. Vu l'adoption imminente de la nouvelle Stratégie en matière de science et d'innovation et de la Stratégie révisée relative au changement climatique, la région a encouragé la FAO à explorer les synergies possibles entre ses activités dans ces secteurs et son approche solide de collaboration avec le secteur privé, en capitalisant sur les partenariats à vocation scientifique et climatique pour stimuler l'innovation dans les systèmes alimentaires.

81. La région Amérique du Nord a invité instamment la FAO à garantir des affectations suffisantes dans le budget ordinaire pour soutenir sa collaboration avec les partenaires du secteur privé.

82. La région s'est félicitée de la création du Groupe consultatif pour le secteur privé et a demandé que des informations actualisées soient communiquées aux Membres, notamment la date d'achèvement de la rédaction du mandat du Groupe et le calendrier de ses réunions.

83. La région Amérique du Nord a déclaré attendre avec intérêt la mise à jour du Plan de mise en œuvre de la Stratégie en matière de mobilisation du secteur privé à la cent trente-troisième session du Comité du programme en mai 2022 et à la cent soixante-dixième session du Conseil en juin 2022.

### **Discussion régionale sur «Une seule santé», la peste porcine africaine, la résistance aux antimicrobiens et le Codex**

84. Le Vétérinaire en chef de la FAO, M. Keith Sumption, et la Cheffe de l'équipe d'appui au Programme mondial, Mme Rosanne Marchesich, ont présenté les faits nouveaux intervenus sur le plan international concernant l'approche «Une seule santé», notamment la création d'un groupe d'experts de haut niveau «Une seule santé» et la transformation du partenariat tripartite regroupant la FAO, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) en un partenariat quadripartite au sein duquel le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) devient un partenaire de plein droit. Le partenariat quadripartite a élaboré un Plan d'action conjoint «Une seule santé» que chacun des chefs de secrétariat des quatre organisations est en train d'examiner par le biais de consultations.

85. Dans le contexte de la prévention de la peste porcine africaine (PPA), la région Amérique du Nord s'est félicitée de l'utilisation de la notification précoce et des protocoles de notification et a souligné l'importance des infrastructures de santé animale et des questions de sécurité alimentaire. Pendant la première campagne de lutte contre la PPA, le Canada et les États-Unis ont appris les meilleures pratiques de lutte et d'éradication de la maladie et préconisé de les appliquer, notamment dans le domaine sanitaire, et d'aider les pays à adopter des approches de biosécurité afin de soutenir les moyens d'existence de leurs petits agriculteurs. Pour renforcer la préparation, la région a encouragé la FAO à aider les pays qui en ont besoin à évaluer leur degré de préparation face aux résurgences de la PPA, notamment au moyens de plans relatifs à la

capacité opérationnelle.

86. La délégation s'est félicitée que la FAO ait intégré l'approche «Une seule santé» dans ses travaux sur la sécurité alimentaire, l'agriculture durable, la sécurité sanitaire des aliments, la résistance aux antimicrobiens (RAM), la nutrition, la santé animale et végétale, les pêches et l'aquaculture ainsi que les moyens d'existence. À cet égard, les États-Unis ont rappelé leur récente contribution de 10 millions d'USD en faveur du renforcement institutionnel de l'approche «Une seule santé». La région Amérique du Nord a déclaré attendre avec intérêt l'élaboration du Plan d'action conjoint «Une seule santé» du partenariat quadripartite. Les délégations ont souligné que les États Membres devraient être consultés et tenus au courant des activités «Une seule santé» du partenariat quadripartite.

87. Le Canada et les États-Unis se sont réjouis de recevoir des informations actualisées sur la mise en œuvre du Plan d'action de la FAO contre la résistance aux antimicrobiens (RAM), les activités de la FAO sur le Système tripartite de surveillance intégrée de la résistance aux antimicrobiens et de l'utilisation de ces derniers, et la mise en œuvre de la plateforme de données internationale de la FAO pour la surveillance de la résistance aux antimicrobiens (InFARM).

88. La région a reconnu que les Lignes directrices du Codex fournissaient des informations précieuses (c'est-à-dire des directives, une terminologie et des principes) qui pourraient aider la FAO à mettre en œuvre son plan d'action contre la RAM. Le Canada et les États-Unis ont encouragé la FAO à soutenir les efforts que déploie l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) pour normaliser les procédures de pharmacie vétérinaire s'agissant de la fabrication et des pratiques de documentation, de stockage et de gestion et a encouragé la FAO à fournir une assistance aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire en matière de renforcement des contrôles sur l'utilisation d'antimicrobiens chez les animaux. La région a encouragé la FAO à poursuivre ses activités d'appui et de conseil aux États Membres au sujet de leurs plans d'action nationaux.

89. La région Amérique du Nord a demandé à la FAO de fournir régulièrement un point de la situation, d'offrir des occasions de consultation ou d'autres échanges concernant les activités du partenariat quadripartite et d'utiliser sa position pour promouvoir la transparence et le dialogue avec les États Membres. Par conséquent, le Canada et les États-Unis ont encouragé la FAO à explorer les possibilités d'une plus grande harmonisation, de la rationalisation des contenus et de la réduction des doublons dans les organisations du partenariat quadripartite.

90. La région Amérique du Nord a estimé que la FAO devrait examiner les changements de comportements qui seraient nécessaires au sein des systèmes alimentaires pour pouvoir adopter des pratiques optimales «Une seule santé», notamment par la formation de spécialistes.

91. La Région a invité instamment la FAO à continuer d'explorer son rôle concernant les enjeux «Une seule santé» en faveur de la santé écologique.

## **Pertes et gaspillages de nourriture**

92. Pour aider les Membres à réduire les pertes et gaspillages de nourriture, une condition déterminante pour parvenir à des systèmes alimentaires durables et résilients, la région Amérique du Nord a encouragé la FAO à:

- a. améliorer les protocoles et la qualité des données permettant de mesurer les pertes alimentaires, en particulier pour combler les lacunes de données aux stades clés des chaînes d'approvisionnement, tels que les opérations avant récolte, la fabrication/transformation et les produits clés, tels que les fruits et légumes;
- b. améliorer l'organisation des informations dans la Plateforme technique sur la réduction des pertes et du gaspillage alimentaires afin d'améliorer l'accessibilité des stratégies, des études de faisabilité et des plans de mise en œuvre des pays;
- c. entreprendre des analyses permettant d'étoffer le dossier en faveur d'une action sur les pertes et gaspillages alimentaires, notamment le rapport coût-efficacité de diverses options qu'il faudra déterminer et modéliser, afin d'évaluer les impacts de la réduction des pertes et gaspillages de nourriture sur les indicateurs de la nutrition et du changement climatique (les émissions de méthane, par exemple), en particulier ceux liés à la mise en œuvre de la Stratégie de la FAO en matière de nutrition et de la Stratégie relative au changement climatique;
- d. partager des données factuelles, notamment des études de cas et des analyse coûts-avantages sur l'élaboration et l'adoption de solution novatrices pour prévenir et, lorsque cela n'est pas possible, récupérer la valeur des pertes et gaspillages alimentaires, en particulier les approches fondées sur l'économie circulaire. Les exemples comprenaient la promotion du compostage dans les débats et les politiques sur l'agriculture régénérative et la réorientation des aliments non comestibles dans les filières de la production animale, lorsque les réglementations le permettent; enfin
- e. continuer à promouvoir la collaboration multisectorielle, en explorant de nouveaux partenariats et en harmonisant les efforts mondiaux de réduction des pertes et gaspillages de nourriture dans le contexte de l'application de la Stratégie de la FAO en matière de mobilisation du secteur privé.

## **Gouvernance**

93. La région Amérique du Nord a souligné l'importance d'une gouvernance forte au sein de la FAO, en tant qu'agence spécialisée des Nations Unies. Félicitant la FAO pour certaines des activités entreprises dans le but de simplifier la structure organisationnelle, d'améliorer les lignes hiérarchiques par des réformes touchant entre autres les Ressources humaines et le Bureau de l'Inspecteur général, et d'assurer plus de transparence dans l'élaboration des stratégies et des

politiques, en intensifiant les consultations avec les Membres, les États-Unis et le Canada ont invité instamment l'Organisation à accorder une attention continue aux questions de gouvernance.

94. La région Amérique du Nord a noté que la perspective unique de la FAO et sa capacité à faciliter le consensus et à promouvoir des partenariats non classiques, sur des questions spécifiques, sont des atouts qui peuvent aider l'Organisation à mieux s'acquitter de son mandat. La région Amérique du Nord a souligné son engagement à œuvrer en faveur de solutions de consensus, en concertation avec les États Membres des différentes régions pour créer et renforcer les coalitions et partenariats existants.

95. Notant la primauté accordée à la réalisation des objectifs de développement durable dans le Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO, les États-Unis et le Canada ont rappelé qu'il est important que la prise de décisions au sein de la Direction ainsi que pour tous les produits de la FAO en matière de politiques soient uniquement fondées sur la science et les données factuelles, et a appelé la FAO à devenir, parmi toutes les agences spécialisées des Nations Unies, un modèle d'organisation efficace, efficiente, pertinente, transparente et responsable de son action, à l'appui d'un système international régi par des règles. La région Amérique du Nord a réitéré qu'il importait que la FAO utilise les formulations négociées et convenues sur le plan international lors de la rédaction de ses stratégies, de ses politiques, de ses programmes et de ses produits.

96. L'Amérique du Nord a invité instamment la FAO à renforcer les structures de gouvernance existantes et à les doter des moyens nécessaires pour maintenir et améliorer l'efficacité des avis et de la prise de décision dans le cadre du Conseil et de la Conférence.

97. La région Amérique du Nord a demandé à la FAO de prendre toutes les mesures nécessaires pour que soit programmé, achevé et rapidement remis aux Membres le rapport de l'examen des questions de gestion et d'administration du Corps commun d'inspection des Nations Unies (CCI) prévu pour 2021 mais différé, en notant le rôle du CCI en tant qu'unique organe indépendant de contrôle externe du Système des Nations Unies, mandaté pour mener des évaluations, des inspections et des enquêtes à l'échelle du système, et la responsabilité qui incombe à la FAO en tant qu'acteur du système des Nations Unies de collaborer et de coopérer pleinement au travaux de celui-ci. La région Amérique du Nord a pris note avec satisfaction de l'engagement du Directeur général, exprimé dans ses conclusions, de donner suite à cette requête dans les plus brefs délais.

98. La région a continué à préconiser des évaluations en temps opportun de la gouvernance et de la gestion de la FAO, notant qu'elles permettaient à l'Organisation de bénéficier d'indications sur les domaines nécessitant une plus grande attention ou sur les actions en cours, susceptibles de renforcer son efficacité dans les domaines relevant de sa compétence pour que l'Organisation

reste bien à la hauteur des attentes liées à son mandat face aux défis mondiaux qui émergent dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture.

99. Dans la même veine, les États-Unis et le Canada ont encouragé la FAO à instituer des procédures pour les cas où des investigations sur le chef de secrétariat d'une institution des Nations Unies seraient nécessaires (conformément à la recommandation du CCI dans ses rapports JIU/REP/2020/1, JIU/REP/2018/4 et JIU/REP/2009/8), une priorité pour la région Amérique du Nord, applicable à l'ensemble du système des Nations Unies, et une pratique optimale pour la gestion des risques organisationnels, ainsi qu'une série de travaux essentiels à promouvoir au moment où l'Organisation n'est confrontée à aucune enquête, allégations ou autre difficulté.

100. S'agissant du contrôle des avoirs financiers et des dépenses, la région Amérique du Nord a invité la FAO à procéder régulièrement à la vérification des états financiers et a souligné que l'existence d'obligations non financées était une source de préoccupation ne faisant l'objet d'aucune action. Les États-Unis et le Canada ont noté que le taux de paiement des contributions des Membres au budget ordinaire a légèrement diminué et ont encouragé la FAO à réitérer la nécessité de verser à temps et intégralement les contributions mises en recouvrement, afin de protéger la santé financière de l'Organisation et de préserver sa capacité à exécuter son mandat et les activités programmées.

101. Au sujet de la stabilité financière de la FAO, la région Amérique du Nord a préconisé l'élaboration de critères et de procédures convenus par les Membres, en conformité avec les Textes fondamentaux de l'Organisation, afin de définir de manière plus rigoureuse le processus dont fait usage la Conférence de la FAO pour le rétablissement des droits de vote des États Membres qui sont en retard de plus de deux ans dans le paiement de leurs contributions.

102. Dans le domaine des contrôles financiers, la région Amérique du Nord a remercié le Directeur général de la FAO de ses appels répétés aux États Membres, afin qu'ils examinent l'impact de la proportion croissante de contributions volontaires par rapport au budget ordinaire et est convenue que les États Membres devraient renforcer les contrôles et sensibiliser davantage aux activités de la FAO financées par des contributions volontaires. Dans ce contexte, les États-Unis et le Canada ont suggéré d'entamer une conversation avec la FAO au sujet de son processus d'élaboration des Cadres de programmation par pays (CPP), notamment pour assurer leur harmonisation avec le processus de réforme du Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), examiner les questions d'obligation redditionnelle et de droit de regard des États Membres lors de l'approbation des CPP, prendre en considération le nouvel intérêt des Membres envers la programmation par pays, découlant du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et des activités entreprises dans le cadre du Pôle de suivi des voies nationales hébergé à la FAO, ainsi que de l'aggravation de l'insécurité alimentaire dans le monde, exacerbée par la guerre de la Russie en Ukraine, et de la nécessité d'opérer des ajustements au niveau des pays pour faire face aux problèmes d'approvisionnement et aux pénuries potentielles d'aliments et d'engrais.



103. La région Amérique du Nord a encouragé la FAO à produire et mettre en application des outils et des politiques de premier ordre contre la corruption et en faveur de la transparence et à servir de modèle pour d'autres agences spécialisées.

104. Rappelant l'importance que revêt pour elle l'intégrité des élections au sein du système des Nations Unies, examiné dans le rapport de la sixième réunion de la Conférence régionale informelle (CL 2021/LIM/1), la région Amérique du Nord a réitéré le vœu de voir la FAO engager une action vigoureuse pour faciliter le consensus entre les Membres au sujet de l'adoption d'un Code de conduite robuste relatif aux procédures de vote. Les États-Unis et le Canada se sont félicités que trois élections à scrutin secret aient eu lieu avec succès en modalité présentielle en 2021-2022, pour des postes de dirigeants dont la désignation incombe aux Membres. Le Canada et les États-Unis encouragent le secrétariat de la FAO et le Président indépendant du Conseil à poursuivre leurs efforts en vue d'élaborer un Code qui puisse donner plus de poids aux aspirations partagées des Membres, à savoir des élections libres et équitables, la confidentialité du vote et la prévention des conflits d'intérêt.

105. La région Amérique du Nord a appelé la FAO à accorder une attention continue à la promotion d'une culture de tolérance zéro sur le lieu de travail face au harcèlement sexuel, à l'exploitation et aux atteintes sexuelles et s'est félicitée des réalisations en cours pour renforcer les politiques et les pratiques préventives tout en encourageant une culture ouverte du signalement et l'adoption de mesures volontaristes pour résoudre les affaires le cas échéant. La Région a loué les efforts en cours à cet égard.

106. La région Amérique du Nord a réitéré qu'elle s'attendait à recevoir le même traitement que d'autres régions de la FAO dans tous les processus d'élaboration de politiques et de consultation.

## **Conclusions**

107. Des échanges productifs pendant la septième réunion de la Conférence régionale informelle ont tracé une voie solide pour la collaboration de la région Amérique du Nord avec la FAO. Les conclusions formulées pendant la séance de clôture ont mis l'accent sur les dangereuses réalités de l'insécurité alimentaire mondiale causée par la covid-19, les conflits et le changement climatique, avant la guerre non provoquée et injustifiée de la Russie en Ukraine, et ont solennellement reconnu que la guerre russe est pour beaucoup dans l'aggravation de la crise mondiale. Les intervenants ont loué la décision récente du Conseil de la FAO (CL 169/REP) associant officiellement les menées de la Russie avec l'augmentation de la faim dans le monde et ont appelé la FAO à fournir des ressources et une attention suffisante à la crise, notamment en produisant en temps voulu des orientations politiques pertinentes et en encourageant les États Membres à ne pas constituer de stocks stratégiques de denrées alimentaires et d'engrais. Les

délégations ont signalé que la riposte de la FAO à la guerre de la Russie en Ukraine était une occasion pour démontrer l'incidence positive des récentes réformes engagées pour donner plus d'agilité et d'efficacité à l'Organisation.

108. Dans leurs observations finales, les intervenants ont noté que le partenariat exceptionnellement fort instauré entre l'Amérique du Nord et la FAO repose sur un fort engagement en faveur de la science et de l'innovation et sur le rôle que joue l'Organisation sur le plan mondial, à l'appui des activités normatives et de normalisation dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture. La Stratégie relative au changement climatique et la Stratégie en matière de science et d'innovation ont été louées pour le rôle central joué par l'innovation, à la fois technologique et sociale, dans l'accomplissement du mandat de la FAO. La région Amérique du Nord a souligné que les systèmes alimentaires ont une fonction critique dans la réduction des émissions et qu'il faut que la technologie accélère les transformations des systèmes alimentaires. En même temps, les délégations ont souligné qu'il était important de rehausser le rôle des femmes, des filles, des jeunes et des peuples autochtones dans le cadre de systèmes alimentaires résilients et ont invité à faire avancer le Plan d'action de la FAO pour l'égalité des genres.

109. La région Amérique du Nord a salué le soutien que la FAO apporte à un commerce agricole ouvert, sa Stratégie en matière de mobilisation du secteur privé, ses activités sur la nutrition et les organes d'établissement de normes et le système d'information sur les marchés agricoles. La région Amérique du Nord a signalé qu'elle appuyait fortement la poursuite des améliorations dans la gouvernance de la FAO, notamment le soutien de l'Organisation pour faciliter le consensus des Membres sur un code de conduite robuste relatif aux opérations de vote, et son engagement urgent à collaborer avec le CCI à la reprogrammation et à la réalisation rapide d'un examen des questions de gestion et d'administration. La région Amérique du Nord a brossé le portrait idéal d'une FAO agile, capable de rendre des comptes et efficace, mettant à disposition des outils, des conseils et des biens publics pour faire face aux menaces, actuelles et émergentes, qui pèsent sur la sécurité alimentaire mondiale.

# Annexe A – Ordre du jour des séances d’information préalables et de la réunion plénière de la Conférence régionale informelle pour l’Amérique du Nord

## Séances d’information préalables de la Conférence régionale informelle pour l’Amérique du Nord, 6-11 avril 2022

Participants: États-Unis d’Amérique, Canada, FAO

Participation aux séances d’information préalables	
Date et heure (EST)	Séance du
6 avril 2022: 9 h-11 h	Séance d’information préalable: Forêts
	Séance d’information préalable: Terres et eaux
	Séance d’information préalable: Pêches
	Séance d’information préalable: Biodiversité
	Séance d’information préalable: Lieu de travail à la FAO (harcèlement, etc.)
	Séance d’information préalable: Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires
	Séance d’information préalable: organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome
7 avril 2022: 9-11 h 20	Séance d’information préalable: Partenariats - Secteur privé
	Séance d’information préalable: Partenariats - Peuples autochtones
	Séance d’information préalable: Égalité entre les sexes
	Séance d’information préalable: Nouvelles menaces et situations d’urgence
	Séance d’information préalable: Commerce
	Séance d’information préalable: Organes internationaux chargés de l’établissement de normes (Codex, CIPV, etc.)

	Séance d'information préalable: Innovation
	Séance d'information préalable: Production végétale et protection phytosanitaire
	Séance d'information préalable: Biotechnologie
	Séance d'information préalable: Communications
11 avril 2022: 9 h -11 h	Réunion préalable
	Réunion bilatérale de haut niveau préalable à la Conférence régionale

## Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord, 12-14 avril 2022

### Plénière de la Conférence régionale informelle

Séances plénières de la Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord	
Date et heure (EST)	Séance du
12 avril 2022: 8 h 30 - 11 h	Séance d'ouverture
	Analyse de la FAO relative à l'invasion de l'Ukraine par la Russie
12 avril 2022: 11 h 15 - 1 h 15	(Avec les fonctionnaires de la FAO) Stratégie et plan de travail de la FAO en matière de science et d'innovation
	(Avec les fonctionnaires de la FAO) Stratégie et plan de travail de la FAO sur le changement climatique
12 avril 2022: 14 h 15 - 15 h 30	(Séance à huis clos entre les États-Unis et le Canada) Débat régional sur la Stratégie en matière de science et d'innovation et la Stratégie relative au changement climatique
12 avril 2022: 15 h 30 - 17 h	Séance de travail en groupes: Initiatives mondiales: Coalitions du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et COP 27
12 avril 2022: 15 h 30 - 17 h	Séance de travail en groupes: Protéines
12 avril 2022: 15 h 30 - 17 h	Séance de travail en groupes: Égalité des genres, peuples autochtones et effets du changement climatique
12 avril 2022: 15 h 30 - 17 h	Séance de travail en groupes: Comité des pêches

12 avril 2022: 15 h 30 - 17 h	Séance de travail en groupes: Comité des forêts
12 avril 2022: 15 h 30 - 17 h	Séance de travail en groupes: Des systèmes alimentaires favorisant une alimentation saine
13 avril 2022: 9 h -11 h	(Avec des fonctionnaires de la FAO) La covid et les systèmes alimentaires résilients.
13 avril 2022: 11 h -12 h	Séance à huis clos pour les ambassadeurs d'Amérique du Nord
13 avril 2022: 13 h - 16 h	(Séance à huis clos) Gouvernance
13 avril 2022: 15 h 15 - 16 h 15	Séance de travail en groupes: Organismes internationaux d'établissement de normes
13 avril 2022: 15 h 15 - 16 h 15	Séance de travail en groupes: Stratégie relative à la mobilisation du secteur privé
13 avril 2022: 15 h 15 - 16 h 15	Séance de travail en groupes: Une seule santé (Tripartite+, RAM et PPA)
13 avril 2022: 15 h 15 - 16 h 15	Séance de travail en groupes: Pertes et gaspillage de nourriture
13 avril 2022: 16 h 15 - 17 h	Séance de rédaction du rapport de la Conférence régionale informelle de la FAO pour l'Amérique du Nord
14 avril 2022: 9 h - 10 h	Examen de la suite donnée par la FAO aux recommandations de la sixième réunion de la Conférence régionale informelle de la FAO pour l'Amérique du Nord
14 avril 2022: 13 h - 14 h	Manifestation de haut niveau à l'occasion de la clôture

## **Annexe B – Liste des participants**

### **CANADA**

#### *Agriculture et agroalimentaire Canada*

**Paul Samson**, Sous-Ministre adjoint  
**Tom Rosser**, Sous-Ministre adjoint  
**Aaron Fowler**, Directeur général et Négociateur en chef pour l'agriculture  
**Marie-Noëlle Desrochers**, Directrice exécutive  
**Lisa Charette**, Directrice  
**Claire Mullen**, Directrice  
**Daryl Nearing**, Directeur adjoint  
**Diane McLaughlin**, Directrice adjointe  
**Patrick Verreault**, Directeur adjoint  
**Sandra Newsome**, Directrice adjointe  
**Lisa Wellman-Patterson**, Directrice adjointe  
**Joe Hawkins**, Directeur adjoint  
**David Turcotte**, Directeur adjoint par intérim  
**Brad Fraleigh**, Gestionnaire scientifique principal  
**Anna Larson**, Analyste principale des politiques  
**Asha Cref**, Analyste principale des politiques  
**Zeshawn Awan**, Analyste principal des politiques  
**Darlène Dessureault**, Conseillère principale des politiques commerciales  
**Moriah Lepage**, Agent principal aux programmes  
**François Cloutier**, Analyste  
**Bipasha Chakravarty**, Analyste des politiques  
**Tim Mcallister**, Chercheur  
**Marjorie Hercule**, Analyste des politiques  
**Tonya Temple**, Analyste des politiques  
**Meredith Marshall**, Analyste des politiques  
**Kathryn Forrester**, Analyste des politiques commerciales

#### *Affaires mondiales Canada*

**Christine Campbell**, Directrice générale  
**Hong-Won Yu**, Directeur  
**Flora Mak**, Directrice adjointe par intérim  
**Soraya Hassanali**, Directrice adjointe  
**Heather McBride**, Directrice adjointe  
**Anatoliy Shatkovskyy**, Analyste principal  
**Jill Guerra**, Analyste principale  
**Olusola Sotunde**, Analyste principale  
**Elizabeth Brilliant**, Analyste  
**Paul Sjoberg**, Responsable des politiques  
**Nicole Brandt**, Analyste des politiques

**Pierre-Luc Saindon**, Analyste des politiques

*Agence canadienne d'inspection des aliments*

**Reem Barakat**, Directeur adjoint

*Mission permanente du Canada auprès des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome*

**Elissa Golberg**, Représentante permanente du Canada auprès des organismes ayant leur siège à Rome

**Maarten de Groot**, Représentant permanent adjoint

**Julie Émond**, Représentante permanente suppléante

*Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada*

**Christopher Starr**, Analyste

*Pêches et océans Canada*

**Renée Sauvé**, Directrice

**Rose Labreche**, Gestionnaire

**Seth Reinhart**, Gestionnaire

**Barry Green**, Gestionnaire

**Benny Guttman**, Analyste des politiques

**Nadija Paznar**, Agent principal

*Santé Canada*

**Meghan Quinlan**, Gestionnaire

**Jeffrey Leung**, Analyste principal des politiques

*Ressources naturelles Canada*

**Maureen Whelan**, Gestionnaire

**Christa Mooney**, Conseillère principale en politiques

*Agence de la santé publique du Canada*

**Steven Sternthal**, Directeur général

**Carolee Carson**, Directrice par intérim

**Linda Ristani**, Directrice

**Tanya Lary**, Directrice

**Janelle Lanoix**, Directrice

**Kyna Caminiti**, Directrice

**Stavroula Tsamitros**, Analyste principal des politiques  
**Andréanne Goyette**, Analyste principale des politiques

*Ministère des Relations Internationales et de la Francophonie, Gouvernement du Québec*

**Rachel Levesque**, Conseillère en relations internationales

## ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

*Département de l'agriculture des États-Unis (USDA).*

**Alan Huddleston**, Directeur, Service de l'inspection de la santé des plantes et des animaux

**Andrian McAdams**, Spécialiste du commerce international, Service de l'agriculture pour l'étranger

**Anna Lieth**, Spécialiste du commerce international, Service agricole pour l'étranger

**Caitrin Martin**, Conseillère principale en politiques, Service agricole pour l'étranger

**Cathy McKinnell**, Directrice de Division, Service agricole pour l'étranger

**Claire Cvitanovich**, Économiste internationale, Service agricole pour l'étranger

**Dan Kovich**, Conseiller scientifique, Service agricole pour l'étranger

**Elise Golan**, Directrice du Développement durable, Bureau de l'économiste en chef

**Jean Buzby**, USDA Liaison pertes et gaspillages alimentaires, Bureau de l'économiste en chef

**Jennifer Conje**, Sous-Directrice des politiques, Service des eaux et forêts des États-Unis

**Joe Hain**, Directeur, Organisations internationales/Multilatéral, Service agricole pour l'étranger

**Ken Lowery**, Analyste principal des questions internationales, Bureau Codex des États-Unis

**Marielsie Avila**, Conseillère principale du commerce, Service agricole pour l'étranger

**Mark Myers**, Spécialiste du commerce international, Service agricole pour l'étranger

**Neena Anandaraman**, Conseillère en politiques scientifiques vétérinaires, Bureau de l'économiste en chef.

**Paul Welcher**, Conseiller en relations internationales, Service agricole pour l'étranger

**Sean Cox**, Attaché agricole, Service agricole pour l'étranger

**Yibo Woods**, Coordonnateur monde/Nutritionniste principal, Service alimentation et nutrition

*Mission permanente des États-Unis auprès des organismes des Nations Unies, Rome (USUN Rome)*

**Cindy McCain**, Ambassadrice et Représentante permanente

**Jennifer Harhigh**, Cheffe de mission adjointe, Modératrice de l'INARC

**Alison Storsve**, Cheffe de la section politique et économie

**Hammad Hammad**, Responsable Politique et économie

**Silvia Giovanazzi**, Spécialiste du programme Politique et économie

**Sean Cox**, Attaché du Service agricole pour l'étranger (USDA)

**Nathan Miller**, Spécialiste agronome (USDA)

**David Hegwood**, Fonctionnaire principal Développement (USAID)



*Département de l'agriculture des États-Unis (USDA).*

**Michele Sison**, Sous-secrétaire, Bureau des organisations internationales  
**Nerissa Cook**, Sous-secrétaire adjointe, Bureau des organisations internationales  
**Adam Cornish**, Conseiller agricole, Bureau des politiques agricoles  
**Corey Watts**, Analyste des programmes, Bureau des politiques agricoles  
**Deidre Warner-Kramer**, Directrice adjointe du Bureau de la conservation des océans  
**Jack Bisase**, Conseiller en sécurité alimentaire, Bureau des organisations internationales  
**Jeffrey Giauque**, Directeur du Bureau des politiques agricoles  
**Jessica Kuntz**, Économiste, Bureau des organisations internationales  
**John Tuminaro**, Conseiller principal en sécurité alimentaire, Bureau des organisations internationales  
**Makarios Jackson**, Spécialiste de la gestion, Bureau des organisations internationales  
**Paul Brown**, Coordonnateur, Bureau de la sécurité alimentaire mondiale  
**Rebecca Wintering**, Fonctionnaire, Bureau de la conservation des océans  
**Robert Boenish**, Conseiller en sécurité alimentaire, Bureau des organisations internationales

*Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) à Washington*

**Jeff Goldberg**, Sous-Administrateur adjoint par intérim  
**Shawn Baker**, Nutritionniste en chef  
**Ahmed Kablan**, Scientifique principal  
**Angela Records**, Conseillère en résilience agricole  
**Biniam Iyob**, Conseiller principal en politiques  
**Carolyn Hirshon**, Spécialiste des programmes  
**Christine Jost**, Conseillère technique principal en production animale  
**Daniel Bailey**, Fonctionnaire chargé du développement agricole  
**Emily Bondank**, Chercheur AAAS  
**Evania Robles**, Analyste des programmes  
**Hallie Heinzen**, Stagiaire du Centre de la nutrition de l'USAID  
**Hannah Guedenet**, Conseillère principale en nutrition  
**Jennifer Horsfall**, Cheffe de division, Centre de la résilience de l'USAID  
**John Peters**, Conseiller en stratégie  
**Keith Dokho**, Collaboration avec le secteur privé  
**Louise Boothe**, Consultante technique en coopération mondiale  
**Lucia Wittenberg**, HCTM  
**Mark Huisenga**, Chargé de programmes principal  
**Matthew Thielker**, Boursier RFS  
**Meera Chandra**, Consultante technique  
**Meghan Anson**, Nutritionniste  
**Meredith Soule**, Cheffe de la division du développement inclusif

**Michelle Snow**, Responsable des affaires humanitaires  
**Nacasi Green**, Responsable des affaires humanitaires  
**Nika Larian**, Chercheuse AAAS  
**Noel Gurwick**, Responsable des ressources naturelles  
**Regina Eddy**, Responsable de programme  
**Sezin Tokar**, Conseillère principale hydrométéorologue  
**Shivana Leonard**, Conseillère principale de l'agriculture et des pêches  
**Tracy Powell**, Généticien des végétaux

*Département d'État des États-Unis*

**Cheri McCarty**, Spécialiste des affaires extérieures, Administration nationale des océans et de l'atmosphère, Pêches

## **ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**

**Qu Dongyu**, Directeur général  
**Beth Bechdol**, Directrice générale adjointe  
**Maximo Torero Cullen**, Économiste en chef  
**Ismahane Elouafi**, Scientifique en chef  
**Beth Crawford**, Directrice, Bureau de la Stratégie  
**Rein Paulsen**, Directeur, Bureau des urgences et de la résilience  
**Alexander Jones**, Directrice de la Division de la mobilisation de ressources et des partenariats avec le secteur privé  
**Mina Dowlatchahi**, Directrice de la Division d'appui aux projets  
**Marcela Villarreal**, Directrice de la Division des partenariats et de la collaboration au sein du système des Nations Unies  
**Lynnette Neufeld**, Directrice de la Division de l'alimentation et de la nutrition  
**Benjamin Davis**, Directeur, Division de la transformation rurale inclusive et de l'égalité des sexes  
**Lauren Phillips**, Directrice de la Division de la transformation rurale inclusive et de l'égalité des sexes  
**Keith Sumption**, Chef, Centre des zoonoses, Centre mixte FAO/OMS (Normes alimentaires du Codex et zoonoses)  
**Boubaker Ben BelHassen**, Directeur de la Division marchés et commerce  
**Zitouni Ould-Dad**, Directeur adjoint du Bureau du changement climatique, de la biodiversité et de l'environnement  
**Rosanne Marchesich**, Fonctionnaire principale des opérations d'urgence et de redressement  
**Jocelyn Brown Hall**, Directrice du Bureau de liaison pour l'Amérique du Nord (FAOLOW)  
**Thomas Pesek**, Fonctionnaire principal chargé de liaison, FAOLOW  
**James Cordero**, FAOLOW  
**Ahdi Mohammed**, FAOLOW

**Robin Guinot**, Communications stratégiques, FAOLOW

**Elena Clark**, Fonctionnaire chargée des relations avec le Congrès, FAOLOW

**Alexandra Richter**, Fonctionnaire chargée des partenariats, FAOLOW

## Annexe C - Informations générales sur la Conférence régionale

110. La Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord a été mise en place en 2010 en tant que forum d'échange entre les pays de la région Amérique du Nord (États-Unis d'Amérique et Canada) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en vue de renforcer la collaboration entre les Membres de la région et l'Organisation.

111. La FAO ne met pas en œuvre de programmes d'assistance technique dans la région Amérique du Nord. Les pays de la région participent néanmoins activement aux travaux de l'Organisation, notamment dans les nombreux comités techniques et comités des organes directeurs et dans le Bureau de liaison pour l'Amérique du Nord (FAOLOW), établi à Washington, qui mène des activités de plaidoyer et de sensibilisation et encourage la collaboration au service des objectifs de la FAO. Les secteurs de l'agriculture, des pêches et des forêts des deux pays de la région sont importants, et les États-Unis d'Amérique et le Canada sont pleinement engagés en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et de l'objectif de la FAO qui est de *«parvenir à la sécurité alimentaire pour tous et faire en sorte que chacun ait accès à tout moment à une nourriture de qualité en quantité suffisante, de manière à pouvoir mener une vie active et saine.»* Compte tenu de cet engagement, les réunions de la Conférence régionale ont pour objet de donner à la région Amérique du Nord l'occasion d'exprimer son point de vue sur les travaux et les activités de la FAO dans le monde, ainsi que sur l'efficacité de la gouvernance institutionnelle.

112. La Conférence régionale est dite «informelle», car elle n'est pas officiellement approuvée par la Conférence de la FAO. La région Amérique du Nord a choisi de maintenir cette approche informelle afin de réduire sensiblement les coûts et la charge administrative de l'Organisation. Malgré le cadre informel dans lequel se déroule la Conférence, les priorités définies dans son rapport sont considérées comme une déclaration officielle des points de vue de la région Amérique du Nord en ce qui concerne la programmation stratégique de la FAO. Les représentants de la région s'attendent à ce que ces points de vue soient pris en considération, au même titre que les rapports des autres conférences régionales, dans la planification et les rapports budgétaires et opérationnels de la FAO.

113. La liste de lecture est disponible à l'adresse suivante:

<https://open.spotify.com/playlist/3hENp9i1DU3UJfiLNvSKTL?si=7db9ddc20509471a>

## **Annexe D - Résumés des déclarations en plénière et des conclusions**

### **Allocutions d'ouverture**

*Allocution d'ouverture de la Sous-Secrétaire adjointe aux organisations internationales (États-Unis), Mme Nerissa Cook*

114. La Sous-Secrétaire adjointe aux organisations internationales, Mme Nerissa Cook, a rappelé à la plénière que la Conférence régionale se tenait dans un contexte particulièrement sombre marqué par une aggravation de l'insécurité alimentaire mondiale qu'accroissait la guerre non provoquée de la Russie contre l'Ukraine. Elle a exprimé sa gratitude à la FAO et au Canada pour leur participation virtuelle aux réunions de la Conférence régionale pendant la pandémie de covid-19. Elle a fait remarquer que les conférences régionales étaient pour la FAO une importante source de contributions de la part des États Membres et que la Conférence régionale informelle était une enceinte où des questions de haut niveau pouvaient être abordées avec souplesse et franchise. Rappelant les succès remportés par la FAO et d'autres organisations dans la lutte contre le criquet pèlerin en Afrique du Nord et au Proche-Orient, il y a moins de deux ans, Mme Cook a souligné que seule une coopération internationale resserrée pouvait déboucher sur des résultats positifs. Elle a souligné la nécessité urgente d'étendre les activités de résilience et d'adaptation face au climat dans le programme de travail de la FAO, en particulier la nécessité d'une agriculture climato-intelligente pour réduire l'empreinte en gaz à effet de serre de ce secteur, ainsi que l'importance de réduire les émissions de méthane du secteur agricole.

*Allocution d'ouverture du Sous-Ministre adjoint de l'agriculture et de l'agroalimentaire (Canada), M. Tom Rosser*

115. Le Sous-Ministre adjoint de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada, M. Tom Rosser, s'est déclaré inquiet des défis auxquels sont confrontés les systèmes alimentaires, notamment l'invasion russe en Ukraine qui a provoqué une flambée des prix des denrées alimentaires et aggravé les problèmes existants dus au changement climatique et à la pandémie de covid-19. Il a souligné qu'il importait de faire entendre la voix de l'Amérique du Nord et de soutenir une action collective dans les secteurs de la production alimentaire, en faveur d'un renforcement de la résilience et de la durabilité. Il a également argué que la FAO était la meilleure enceinte pour débattre de science et d'innovation dans le but de surmonter ces défis.

*Observations liminaires de la Directrice générale des affaires mondiales (Canada),  
Mme Christine Campbell*

116. La Directrice générale des affaires mondiales (Canada), Mme Christine Campbell, a exprimé sa reconnaissance aux États-Unis pour avoir organisé la Conférence régionale informelle et à la FAO pour sa participation active. Elle a souligné la valeur de ces débats, surtout dans le contexte actuel caractérisé par l'augmentation des chiffres de la faim dans le monde. Elle a expliqué comment l'invasion non provoquée de la Russie avait entraîné une crise humanitaire en Ukraine et dégradé la situation de la sécurité alimentaire dans le monde entier. Elle a rappelé l'importance critique du mandat de la FAO et la nécessité qui s'ensuit, pour l'Organisation, d'être efficace, efficiente et transparente.

*Observations liminaires de l'Administrateur associé,  
M. Clay Hamilton*

117. L'Administrateur associé du Service agricole pour l'étranger du Département de l'agriculture des États-Unis (USDA), M. Clay Hamilton, a souligné l'importance des activités de la FAO sur le changement climatique, la science et l'innovation et a soutenu l'élaboration, en cours, des stratégies de la FAO sur ces thèmes. Il a souligné que l'invasion de la Russie en Ukraine a détérioré la situation de la sécurité alimentaire mondiale et que la FAO a un rôle important à jouer, celui de fournir des informations à jour et exactes et d'encourager les pays à maintenir ouverts les flux du commerce agricole en évitant les mesures commerciales restrictives, notamment les interdictions et les restrictions à l'exportation. M. Hamilton a également souligné l'importance de la Conférence régionale informelle en tant que forum au sein duquel la FAO peut recueillir des indications sur les priorités de la région Amérique du Nord.

## **Conclusions**

*Conclusions du Sous-Ministre adjoint de l'agriculture et de l'agroalimentaire (Canada),  
M. Paul Samson*

118. Dans ses remarques de clôture, le Sous-Ministre adjoint de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada, M. Paul Samson, a souligné le rôle essentiel de la croissance durable de la productivité pour juguler les défis auxquels sont confrontés les systèmes alimentaires mondiaux, notamment l'invasion de la Russie en Ukraine, le changement climatique et la pandémie de covid-19. Il a noté les travaux en cours pour élaborer la Stratégie révisée de la FAO relative au changement climatique et la nouvelle Stratégie de la FAO en matière de science et d'innovation, en plaidant en faveur du rôle central de l'innovation, à la fois technologique et social, dans l'accomplissement du mandat de l'Organisation. Il a parlé

d'intensification des partenariats de la FAO avec le secteur privé, de nutrition, de collaboration avec le Système d'information sur les marchés agricoles pour analyser les approvisionnements en engrais et de l'importance d'un commerce agricole ouvert. Il a exprimé sa gratitude à la FAO pour son engagement et aux États-Unis pour avoir abrité des discussions régionales fructueuses.

*Conclusions de la Directrice générale des affaires mondiales (Canada),  
Mme Christine Campbell*

119. La Directrice générale des affaires mondiales du Canada, Mme Christine Campbell a pris acte des profondes répercussions de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine sur les systèmes alimentaires mondiaux et a appelé la FAO à fournir des ressources et une attention suffisantes face à la crise, notamment en produisant en temps voulu des orientations politiques pertinentes, et en encourageant les États Membres à ne pas constituer de stocks stratégiques de denrées alimentaires et d'engrais. Mme Campbell a réitéré qu'il fallait se préparer à reconstruire le secteur agricole en Ukraine. À cet égard, le travail de la FAO en matière d'évaluation des pertes et des dégâts est essentiel. D'après elle, la FAO devrait donner l'exemple d'une organisation du système des Nations Unies plus efficace, efficiente, compétente, transparente et responsable, à l'appui d'un système international régi par des règles. Dans ses remarques, elle a insisté sur l'importance du rôle de la FAO, appelée à produire des outils, des avis et des biens publics de premier ordre pour faire face aux menaces émergentes, et à se faire le champion du renforcement de la résilience.

*Conclusions de la Sous-Secrétaire, Mme Michele Sison*

120. La Sous-Secrétaire d'État aux organisations internationales, Mme Michele Sison, a évoqué les dangereuses tendances de l'insécurité alimentaire mondiale avant l'invasion non provoquée, injustifiée et massive de la Russie, qui ne fait qu'aggraver la crise en cours. Elle a souligné l'importance de la récente décision du Conseil (CL 169/REP) associant les menées de la Russie à l'aggravation de la faim dans le monde et a demandé à la FAO de diriger, dans le contexte du système des Nations Unies, l'action mondiale contre l'insécurité alimentaire. Mme Sison a remercié le Directeur général de la FAO, M. Qu de la solide analyse effectuée par la FAO sur la flambée des prix des denrées alimentaires et des engrais. Elle a demandé à la FAO d'exhorter la Russie à se retirer d'Ukraine au nom de la sécurité alimentaire mondiale, car les actions réversibles avaient un effet direct sur le cœur du mandat de l'Organisation, qui est d'éliminer la faim. Elle a encouragé la FAO à saisir cette occasion pour démontrer l'incidence positive des récentes réformes engagées pour donner plus d'agilité et d'efficacité à l'Organisation. Mme Sison a examiné l'importance des stratégies de la FAO sur le changement climatique et sur la science et l'innovation, tandis que l'Organisation continue de se concentrer sur les défis de l'avenir. Elle a fait observer qu'il était essentiel pour les systèmes alimentaires d'être intégrés dans l'action en faveur de la réduction des émissions et noté que la technologie joue un rôle

d'accélérateur dans la transformation des systèmes alimentaires. Mme Sison a souligné l'importance des questions de gouvernance, notamment la tolérance zéro contre le harcèlement sexuel, l'exploitation et les atteintes sexuelles, l'intégrité en matière électorale et l'appui des États-Unis pour un Code de conduite solide relatif aux opérations de vote, ainsi que l'engagement pris par la FAO d'envisager avec le Corps commun d'inspection (CCI) la reprogrammation d'un examen des questions de gestion et d'administration dans les plus brefs délais.

*Conclusions de M. Qu Dongyu, Directeur général de la FAO*

121. Le Directeur général de la FAO, M. Qu, a souligné l'insécurité alimentaire croissante due à la guerre, aux crises humanitaires et au changement climatique. Le Directeur général a noté que la collaboration fructueuse entre la FAO et l'Amérique du Nord dure depuis 80 ans, évoquant aussi le rôle des deux pays de la région dans l'établissement de l'Organisation. Le Directeur général a dit que la guerre en Ukraine causerait des perturbations dans la production, la chaîne d'approvisionnement et les dispositifs logistiques, et aurait un impact sur la sécurité alimentaire. Il a souligné que la FAO intervenait de diverses façons – préparation de la terre, semis et récolte – pour aider les producteurs et réduire le plus possible les perturbations. M. Qu a appelé l'attention sur la requête formulée au titre du Plan d'intervention rapide de la FAO en Ukraine d'un montant de 115,4 millions d'USD pour aider 330 000 ménages d'agriculteurs, dont moins de 10 pour cent étaient financés actuellement. Le Directeur général a aussi souligné l'Initiative Main dans la main, l'Initiative un pays un produit et l'Initiative des villes vertes. Le Directeur général a remercié le Canada et les États-Unis du soutien que la région avait apporté au Programme d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19. Il a signalé la Stratégie en matière de science et d'innovation, qui touche de manière transversale toutes les activités de la FAO, et la Stratégie relative au changement climatique qui vise à renforcer et améliorer les capacités de la FAO face aux effets du changement climatique sur les systèmes agroalimentaires.

*Conclusions des ambassadrices des pays d'Amérique du Nord à Rome, Mmes Cindy Mc Cain et Elissa Goldberg*

122. Dans ses remarques, l'Ambassadrice du Canada près les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, Mme Elissa Goldberg, a noté que l'échange productif tenu pendant la Conférence régionale informelle traçait une voie solide pour la collaboration de la région Amérique du Nord avec la FAO. Mme Goldberg a noté les défis successifs et sans précédent qui mettaient les systèmes alimentaires mondiaux au centre de l'attention. Elle a déclaré que la FAO devait jouer son rôle de chef de file avec courage et clairvoyance à travers ces défis, en se concentrant sur l'élimination de la faim au titre de l'ODD 2. Mme Goldberg a souligné les effets dévastateurs de l'invasion russe en Ukraine sur les systèmes alimentaires mondiaux. Elle a également remarqué qu'il importait de continuer à progresser dans la mise en œuvre du Plan



d'action de la FAO pour l'égalité des genres. Mme Cindy McCain, Ambassadrice des États-Unis près les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome a déclaré que le partenariat entre l'Amérique du Nord et la FAO reposait sur un fort engagement en faveur de la science et de l'innovation et sur le rôle que joue l'Organisation sur le plan mondial, à l'appui des activités normatives et de normalisation dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture. Mme McCain a exhorté à approfondir la bonne gouvernance, la mise en œuvre du Plan stratégique de la FAO pour les dix prochaines années, et le relèvement après la pandémie de covid-19. Elle a réaffirmé le soutien de son pays aux stratégies ambitieuses de la FAO, celle relative au changement climatique et celle en matière de science et d'innovation. Elle a noté qu'il importait de rehausser le rôle des femmes, des filles, des jeunes et des peuples autochtones dans les systèmes alimentaires. Mme McCain a clos la conférence en invitant instamment la FAO à user de sa voix, de ses données et de ses recommandations de politique générale pour mettre en œuvre la décision du Conseil de faire face aux conséquences de l'invasion de la Russie en Ukraine.